



ÉTUDE DES CRÉDITS

2024-2025

DEMANDE

DE

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

SÛRETÉ DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION		PAGE
1	Indiquer les sommes dépensées en 2023-2024 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	1
2	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2023-2024 (SEULEMENT CEUX QUE LA SQ COORDONNE), dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.	2
5	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025 : a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne.	9
6	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2016-2017 à 2023-2024, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2024-2025.	10
14	Concernant l'Escouade intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP), veuillez nous fournir : a) La composition de l'Escouade (nombre de policiers, d'enquêteurs, etc.); b) Le budget de fonctionnement pour l'EILP et les prévisions pour les 3 prochaines années; c) Le nombre de plaintes reçues par année, pour les 5 dernières années; d) Le nombre de plaintes/dossiers déposés au DPCP; e) Le nombre de plaintes ayant mené à des accusations; f) Le nombre de plaintes ayant mené à des condamnations; g) La liste des activités de prévention réalisées en 2023-2024 par l'équipe en indiquant une courte description et les montants investis par activités;	11
18	Concernant les armes à feu produites grâce à des imprimantes 3D, veuillez nous dire : a) Les travaux, études, analyses et les recherches produites à ce sujet; b) Le nombre d'armes saisies en 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024. Veuillez ventiler l'information par région; c) La liste des mesures ou des actions mises en place pour sensibiliser la population ou pour contrer la production d'armes avec des imprimantes 3D.	15
21	Le 24 mai 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait l'octroi de 8,54 M\$ à la Sûreté du Québec (SQ) pour reconduire et bonifier l'Équipe de dépistage des armes à feu. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire : a) Le nombre de policiers sur l'Équipe de dépistage; b) Le nombre de policiers supplémentaires grâce à l'investissement additionnel; c) Le bilan des activités de l'Équipe depuis sa mise en place en janvier 2023.	16
32	Toute directive opérationnelle émise par le ministère, ses organismes ou ses agences, au sujet de l'application de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.	17
50	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne, la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipale.	18
56	Tout analyse ou document réalisé concernant l'utilisation de banque de caractéristiques ou de mesures biométriques ou de solutions de reconnaissance faciale.	19
58	Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rue, divisés par corps de police et par région en 2023-2024.	20

QUESTION		PAGE
63	Le nombre d'arrestations effectuées en 2023-2024 concernant la possession de cannabis pour une personne de moins de 21 ans. Veuillez spécifier le nombre d'arrestations pour une personne âgée de 18 à 21 ans;	21
70	Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial pour les cinq dernières années, incluant 2023-2024.	22
74	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis cinq ans ainsi que les prévisions pour 2024-2025.	23
79	Concernant l'alerte AMBER, fournir : a) les données relatives à cette alerte, notamment le nombre de fois utilisé et autres statistiques disponibles ; b) les crédits alloués à ce service, notamment en logiciel, équipement, mise à jour et paiements divers ; c) le coût pour chaque utilisation ; d) le taux d'erreur de diffusion ou d'échec relativement à la technologie ; e) le taux d'efficacité de la diffusion.	24
81	Le suivi apporté à chacune des recommandations du coroner Luc Malouin dans l'enquête sur les décès de Norah et Romy Carpentier, survenus en juillet 2020.	25
87	Veillez nous fournir, pour les cinq dernières années, les études, recherches, notes, avis ou tout autre document produit par le Ministère ou un corps de police sur la santé mentale/détresse psychologique des policiers et des policières.	26
88	Veillez nous fournir, pour les cinq dernières années, la liste des mesures mises en place et les sommes investies par les différents corps de police et par le Ministère pour la prévention du suicide chez les policiers;	27
89	Veillez nous fournir, pour les 5 dernières années, les études, recherches, notes, avis ou tout autre document produit par le Ministère ou un corps de police concernant l'espérance de vie des policiers et des policières.	28
90	Le nombre de tentatives de suicide d'un policier ou d'une policière, par année, pour les 5 dernières années. Veuillez nous indiquer : a) Le nombre de policiers en service; b) Le nombre de policiers retraités; c) Le nombre de suicides réalisés avec une arme de service.	29
91	En 2023-2024, veuillez nous dire le nombre d'employés ayant eu accès à une thérapie pour dépendance (alcool, drogue, jeux, autre), par type d'emploi (policier, enquêteur, etc.).	30
92	Toute analyse ou document réalisé au sujet des villes de 50 000 habitants et plus qui souhaiteraient se départir de leur corps de police municipale en optant pour une couverture par la Sûreté du Québec, incluant l'estimation des coûts et les effets sur l'effectif policier.	31
93	Toute analyse ou document réalisés au sujet de modifications à la tarification des services de la Sûreté du Québec aux municipalités, notamment au chapitre de la formule servant à répartir les coûts entre le provincial et le palier municipal.	32
106	Veillez nous fournir l'organigramme complet de la Sûreté du Québec.	33
107	Concernant la Division des mesures d'urgence (DMU) de la Sûreté du Québec, veuillez nous fournir, par équipe spécialisée et par année depuis 2019 : a) Le nombre d'effectifs à temps complet, par corps d'emploi; b) Le nombre d'effectifs à temps partiel, par corps d'emploi; c) Le budget de fonctionnement.	34

QUESTION		PAGE
108	Bilan et statistiques des 3 dernières années concernant le nombre de plaintes et d'interventions pour des cas de : a) Suicide ; b) Tentative de suicide ; c) Violence conjugale ; d) Problèmes conjugaux ; e) Santé mentale ; f) Autre.	35
109	Tout plan et crédit alloué dans l'amélioration et les mises à jour des procédures, notamment d'enquête et de mobilisation de recherche de personnes disparues depuis les événements tragiques entourant le décès de Norah et Romy Carpentier;	36
110	Les investissements en équipements spécialisés, par catégorie et par district, pour la période 2023-2024, et les prévisions pour 2024-2025. Veuillez indiquer la liste et le nombre de ces équipements.	37
111	Concernant les manques d'effectifs dans la SQ, veuillez nous fournir, par corps d'emploi : a) Les effectifs manquants en 2023-2024; b) L'estimation des effectifs à combler en 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027.	38
112	Les demandes d'ajout d'effectifs formulées par la SQ au MSP en 2023-2024 et 2024-2025, ventilées par corps d'emploi.	39
113	Les demandes d'ajout d'effectifs autorisées par le MSP en 2023-2024 et 2024-2025, ventilées par corps d'emploi.	40
114	Les demandes d'ajout d'effectifs autorisées par le MSP et mises en place en 2023-2024, ventilées par corps d'emploi.	41
115	Le nombre de prêts de services de la SQ envers un corps de police municipal en 2023-2024 en indiquant : a)Les raisons; b)Le corps de police où le prêt de service a été demandé; c)Le nombre de policiers, ventilé par corps d'emploi; d) Le nombre de journées autorisées.	42
116	L'effectif (policiers/civils) au 31 mars 2024, réparti par district et par quart de travail, avec ventilation pour le nombre d'employés affectés aux patrouilles autoroutières.	43
117	Le nombre de nouveaux policiers engagés en 2023-2024 par district, en indiquant la provenance des policiers engagés (ex : Nicolet, SPVM, SPVQ, etc.).	44
118	Veuillez nous fournir, pour les cinq dernières années, les données concernant les départs des policiers et des policières, avant l'âge de la retraite..	45
119	Veuillez nous fournir le nombre de départs à la retraite pour 2023-2024, ventilés par corps de police et par catégorie d'emploi;	46
120	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc. pour les policiers, et cadres, professionnels, techniciens, etc. pour les civils) au 31 mars 2024.	47
121	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2023.	48
122	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2023-2024 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2020 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	49

QUESTION		PAGE
123	Le nombre d'heures et les coûts, par poste, du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2023-2024. Fournir la ventilation salariale pour chaque segment	50
124	Le nombre d'heures supplémentaires enregistrées dans SITHAR, par code (ex : opération d'urgence, présence minimale MRC, etc.), par mois et par année, pour 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024. Veuillez également nous fournir la liste des codes.	51
125	Le nombre d'heures et les coûts, par district, du temps supplémentaire obligatoire effectué à la Sûreté du Québec pour 2023-2024. Fournir la ventilation de ces données par district.	52
126	Le nombre d'heures en temps supplémentaire enregistrées dans SITHAR pour « présence minimale MRC ». Veuillez nous fournir l'information par mois, depuis le 1er janvier 2017.	53
127	Concernant les policiers de la Sûreté du Québec, veuillez-nous fournir le nombre de policiers en arrêt de travail, ventilés par type d'emploi (patrouilleurs, enquêteurs, etc), par région et par type d'arrêt de travail (santé mentale, blessure, etc.).	54
128	Veuillez fournir la liste des mesures mises en place par la SQ pour offrir du soutien en santé mentale pour ses policiers et l'ensemble de son personnel. Pour chacune des mesures, veuillez nous fournir les sommes consacrées par la SQ et le nombre de personnes y ayant eu recours.	56
129	Veuillez nous fournir la liste des formations nécessitant une requalification annuelle. Pour chacune des formations, veuillez nous indiquer a) Le pourcentage des employés ayant fait la requalification dans les délais requis en 2023-2024, par corps d'emploi; b) Pour les employés n'ayant pas fait la requalification dans les délais requis, veuillez nous indiquer le pourcentage d'entre eux ayant une qualification datant de 2 ans, 3 ans, 4 ans et 5 ans et plus.	57
130	Effectif affecté au Bureau du contrôleur des armes à feu du Québec	59
131	Le 16 janvier 2023 marquait le début des activités du Centre québécois de dépistage des armes à feu (CQDAAF), mis en place par la Sûreté du Québec. Veuillez nous indiquer : a)Le bilan des activités du CQDAAF; b) La liste des demandes de dépistage formulées par tous les corps de police du Québec en indiquant le corps de police visé; c) Le nombre d'armes à feu qui ont été soumises pour dépistage, ventilé par région.	60
132	Le suivi apporté par la Sûreté du Québec pour chacune des recommandations formulées par la CNESST dans le rapport d'intervention suite au décès de la policière Maureen Breault.	63
133	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2023-2024, ainsi que les augmentations prévues.	64
134	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2023-2024.	65
135	Concernant la cybercriminalité, veuillez nous indiquer pour 2023-2024 et les 5 dernières années : a) Le nombre d'employés affectés à la cybercriminalité ; b) L'effectif dévolu aux enquêtes sur la cybercriminalité par corps d'emploi; c) Le nombre de plaintes officielles déposées concernant des dossiers de cybercriminalité, par type de fraude; d) Le nombre de signalements concernant des cas de cybercriminalité, par type de fraude ; e) Le nombre d'enquêtes ouvertes concernant des dossiers de cybercriminalité; f) Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations.	66

QUESTION		PAGE
136	Concernant la cybercriminalité, veuillez nous dire la liste des mesures mises en place ou des campagnes de prévention et de sensibilisation de la population envers la cybercriminalité	68
137	Le nombre de plaintes déposées concernant l'utilisation de l'intelligence artificielle (photo produite grâce à l'aide de l'intelligence artificielle, pornographie, fraude chez les aînés, etc.)	74
138	Concernant l'utilisation de l'intelligence artificielle, veuillez identifier l'ensemble des mesures mises en place à la SQ pour lutter contre le crime lié à l'intelligence artificielle (Ex : formation, étude, équipe spécialisée, etc.)	75
139	Concernant les agressions sexuelles, veuillez nous dire : a) Les effectifs dédiés aux cas d'agression sexuelle, ventilés par district; b) Le nombre de plaintes déposées pour agression sexuelle en 2023-2024; c) Le nombre de plaintes ayant mené à une enquête en 2023-2024; d) Le nombre d'enquête ayant mené à des accusations; e) Le délai moyen de traitement des plaintes pour agression sexuelle en 2023-2024.	76
140	Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et sur les territoires des corps de police municipaux pour la période 2023-2024.	78
141	Concernant l'exploitation sexuelle, veuillez nous dire : a) L'effectif dédié aux cas d'exploitation sexuelle, ventilé par district ; b) Les sommes dévolues à la lutte contre l'exploitation sexuelle, ventilées par district; c) le nombre de signalements effectués ; d) la variation en pourcentage du nombre de signalements comparativement à l'année précédente ; e) Le nombre de victimes identifiées ; f) Le nombre d'enquêtes ouvertes; g) Le nombre d'enquêtes fermées n'ayant pas mené à des accusations ; h) Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations	79
142	Concernant la prostitution juvénile, veuillez nous dire : a) L'effectif dédié à la prostitution juvénile, ventilé par district; b) Les sommes dévolues à la prostitution juvénile, ventilées par district; c) Le nombre d'enquêtes ouvertes en 2023-2024; d) Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations en 2023-2024.	81
143	Concernant la lutte contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones, veuillez nous dire : a) L'effectif dédié, ventilé par district; b) Les sommes dévolues, ventilées par district; c) Le nombre d'enquêtes ouvertes en 2023-2024; d) Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations en 2023-2024.	82
144	Pour l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) : a) Au 31 mars 2024, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, procureur de la Couronne, etc, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif. b) budget ventilé de l'EILP pour 2023-2024 et 2023-2024 ; c) le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP entre le 1 ^{er} avril 2023 et le 31 mars 2024 ; d) Bilan des activités de l'EILP.	83
145	Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	85
146	Listes des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	86
147	Listes des postes occupés par des policiers qui ont été ou qui seront remplacés par des civils par fonction en 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.	87
148	Fournir une copie de toute note, document ou analyse en lien avec toute mesure, nouvelle ou ancienne, de reddition de compte appliquée pour la gestion du fonds secret.	88
149	Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités. Veuillez également nous fournir les prévisions pour les 3 prochaines années.	89

QUESTION		PAGE
150	Toute mesure ou action et budget octroyé pour mettre en place de la formation continue sur la question de la discrimination, du racisme et du profilage pour les corps policiers, les services correctionnels et les constables spéciaux.	90
151	Veuillez nous dresser l'état de la flotte de véhicules des policiers de la Sûreté du Québec en indiquant : a) Le nombre total de véhicules dans la flotte de la SQ, ventilé par région; b) Le nombre total de véhicules nécessaires pour assurer une couverture des services, ventilé par région ; c) Le nombre de véhicules actuellement en circulation, ventilé par région; d) Le kilométrage maximum autorisé pour un véhicule de la SQ ou le nombre d'années maximum; e) Le nombre de voitures en circulation dépassant le kilométrage autorisé ou le nombre d'années, ventilé par région; f) Le nombre de voitures qui vont dépasser le kilométrage autorisé ou le nombre d'années au cours de l'année 2024-2025, ventilé par région; g) Le nombre de voitures à remplacer en 2024-2025, ventilé par région; h) Le nombre d'incidents survenus en raison d'un bris mécanique en 2023-2024, ventilé par région. De ce nombre, veuillez nous indiquer combien sont survenus sur des véhicules dépassant le kilométrage autorisé ou le nombre d'années. Veuillez indiquer la nature du bris et s'il y a eu des blessures ou arrêt de travail suite à l'incident; i) Le nombre de rappels sur les véhicules de la SQ; j) Le nombre de véhicules faisant l'objet d'un rappel actuellement en circulation sur les routes du Québec; k) les projections d'acquisition des véhicules pour les 5 prochaines années.	91
152	Le nombre de véhicules achetés par la Sûreté du Québec et disponibles qui ne sont pas en service en raison de délais de montage qui n'est pas complété sur le véhicule (ex : système de sirène et de girophare, système de télécommunication Renir, lettrage, etc.).	94
153	Concernant les vestes pare-balles NIJ04, veuillez nous dresser un portrait des vestes actuellement en circulation en indiquant : a)Le coût d'une veste pare-balles NIJ04; b)Le nombre de vestes NIJ04 en circulation; c) Le nombre de vestes de moins de 5 ans, de moins de 10 ans, de moins de 15 ans et de plus de 20 ans; d)Le nombre de vestes NIJ04 achetées en 2023-2024.	95
154	Concernant les vestes pare-balles NIJ06, veuillez nous dire : a) Le coût d'une veste pare-balles NIJ06;b) Le nombre de vestes NIJ06 en circulation; c)Le nombre de vestes pare-balles achetées par la SQ en 2023-2024; d)Le plan d'acquisition des vestes NIJ06 pour les 5 prochaines années.	96
155	Concernant les salles de tir de la SQ, veuillez nous dire : a) La liste des salles de tir actuellement en fonction; b)La liste des salles de tir fermées, en indiquant : i. La date de fermeture; ii. Les raisons de la fermeture; iii. Les correctifs à apporter; iv. Les travaux en cours, le cas échéant; v. L'estimation des coûts des travaux; vi. L'estimation de la date d'ouverture de la salle de tir.	97
156	Concernant les préposés aux télécommunications de la Sûreté du Québec affectés aux Centres de gestion des appels (CGA) en 2023-2024, veuillez nous indiquer, par CGA : a) Le nombre d'embauches, ventilé par mois et par CGA; b) Le nombre de départs, ventilé par mois et par CGA; c) Le nombre de préposés en poste au 31 mars 2023; d) Le nombre de préposés réguliers au 31 mars 2023; e) Le nombre de préposés occasionnels au 31 mars 2023; f) Le nombre de préposés actuellement aux études en technique policière; g) La moyenne d'années d'expérience des préposés en poste au 31 mars 2023; h) Le nombre de préposés ayant quitté pour un autre corps de police au cours de l'année; i) Le nombre de préposés ayant pris leur retraite au cours de l'année; j) Le nombre de préposés ayant quitté pour un autre emploi au cours de l'année; k) Le nombre d'appels abandonnés, par mois, par CGA; l) La liste des CGA qui ont dû fermer temporairement leur Centre en raison du manque de personnel; m) Le nombre de fois, par CGA, où les appels ont dû être basculés dans un autre CGA en raison du manque de personnel; n) Le nombre de fois où un CGA a dû opérer avec un effectif réduit en raison du manque de personnel, par CGA; o) Les travaux entourant le reclassement des préposés et si les travaux sont terminés, veuillez nous dire les recommandations et/ou les changements apportés.	98
157	Le nombre signalements reçus en lien avec des menaces envers un chef de parti ou un élu. Veuillez ventiler l'information en indiquant: a) La personne visée (premier ministre, chef de parti, député, maire, conseiller municipal, etc.) ; b) Le nombre de dossiers fermés; c) Le nombre de dossiers ayant été soumis au DPCP; d) Le nombre de dossiers faisant toujours l'objet d'une enquête.	105
158	Concernant les équipes spécialisées dans le démantèlement de laboratoires et de sites d'encapsulation de drogues de synthèse, veuillez nous indiquer : a) Le nombre d'enquêteurs affectés à temps plein à ces équipes; b) Le nombre d'enquêteurs affectés à temps partiel à ces équipes; c) Le nombre d'enquêtes actuellement	106

QUESTION		PAGE
	en cours; d) Le nombre d'enquêtes terminées au cours de l'années en ventilant l'information par région et en indiquant le nombre d'enquêtes ayant débouché sur des accusations;	
	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2E GROUPE D'OPPOSITION	
1	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	107
	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 3^E GROUPE D'OPPOSITION	
1	Indiquer les sommes dépensées en 2023-2024 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	108
2	Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.	109
3	Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant le Taser.	110
4	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2023-2024 (SEULEMENT CEUX QUE LA SQ COORDONNE), dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.	111
5	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2023-2024 qui n'ont pas été reconduits en 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis.	112
6	Par programme, indiquer les crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2023-2024.	113
7	Pour l'année 2023-2024, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir : a. la liste des employés et des membres du conseil d'administration; b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération; c. la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv; d. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	114
8	Pour l'année 2023-2024, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.	115
9	Pour l'année 2023-2024, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.	116
10	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2023-2024 et comparaison avec les quatre années précédentes.	117
11	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2023-2024.	118
12	Objectifs budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2023-2024.	119

QUESTION		PAGE
13	Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2023-2024, en incluant les coûts.	120
14	La ventilation par année des arrestations qui ont été effectuées en rapport avec des menaces après des élus de l'Assemblée nationale du Québec depuis 2010	121
16	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.	122
41	Portrait du besoin d'effectif à la SQ, ventilé par catégorie d'emploi et par région. Prévision pour 2024-2025.	123
43	L'investissement en équipement spécialisé, par catégorie et par district, pour la période 2023-2024, et les prévisions pour 2024-2025.	124
44	L'effectif (policiers/civils) au 31 mars 2024, réparti par district et par quart de travail, avec ventilation pour le nombre d'employés affectés aux patrouilles autoroutières.	125
45	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc. pour les policiers, et cadres, professionnels, techniciens, etc. pour les civils) au 31 mars 2024.	126
46	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2024.	127
47	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2023-2024 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2023 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	128
48	Les objectifs d'émission de constats d'infraction pour chaque district et chaque région.	129
49	Le nombre d'heures et les coûts, par poste, du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2023-2024.	130
50	Effectif policier affecté à des tâches dites « municipales » dans des municipalités comptant plus de 50 000 habitants (Drummondville, Shawinigan, etc.).	131
51	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2023-2024, ainsi que les augmentations prévues.	132
52	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2023-2024.	133
53	Effectif dévolu aux enquêtes sur la cybercriminalité en 2023-2024, et pour chacune des cinq dernières années.	134
54	Le délai moyen de traitement des plaintes pour agression sexuelle en 2023-2024.	135
55	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et sur les territoires des corps de police municipaux.	136
56	Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	137
57	Listes des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	138
58	Effectif et sommes dévolues à la lutte contre l'exploitation sexuelle en 2023-2024, et ce, pour chacune des cinq dernières années. Prévisions pour 2024-2025.	139

QUESTION		PAGE
59	Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) : a) Au 1 ^{er} mars 2019, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc., etc.). Objectif à terme quant à l'effectif. B) budget ventilé de l'EILP pour 2023-2024 et 2023-2024 ; c) le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP entre le 1 ^{er} avril 2022 et le 31 mars 2023 ; d) Bilan des activités de l'EILP.	141
60	Pour chacune des années depuis 2011-2012, indiquer, pour chaque corps de police, le nombre de plaintes pour profilage racial déposées contre des agents d'un corps policier et réglées hors des tribunaux.	142
61	Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2023-2024 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.	143
62	Préciser la procédure prévue par la SQ lorsqu'un ministre ou un député fait l'objet d'une enquête ou d'un signalement. Fournir un document explicatif et détaillé.	144
63	Préciser la longévité de la dernière vacance du poste de responsable des mesures d'urgence à la SQ. Fournir une date de début de la vacance et une date de fin.	145
64	Fournir une copie de toute note, document ou analyse en lien avec toute mesure, nouvelle ou ancienne, de reddition de compte appliquée pour la gestion du fonds secret.	146
112	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.	147
115	Fournir la liste des policiers qui se sont enlevé la vie au cours des cinq dernières années; indiquer la date de leur décès et le corps de police auquel ils étaient rattachés.	148
168	Concernant l'implantation du système de communication d'urgence RENIR, indiquer les sommes, au 31 mars 2023, qui ont été nécessaires au maintien du système de communication précédent, la nature et le nombre de situations problématiques dans lesquelles le système RENIR a été impliqué, et le montant prévu en 2023-2024 pour en compléter le déploiement et corriger les ratés.	149

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

INDIQUER LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 PAR LE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION.
PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Dépenses au 31 janvier 2024
Logiciels (licences, support et mises à jour)	11 242 017 \$
Achats de matériel	2 425 607 \$
Services professionnels	4 018 012 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2023-2024, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Budget	Membres du comité
Nom du comité : Comité d'administration du Réseau policier en accès et protection de l'information. Mandat du comité : • Développer l'expertise des responsables en accès, le partage de pratiques gagnantes et l'engagement des services policiers québécois vers les orientations gouvernementales en matière d'accès aux documents, de diffusion proactive d'information ainsi qu'en protection de la vie privée. Résultats du comité : Le Réseau policier en accès a tenu deux rencontres avec les membres du Réseau. Parmi les dossiers traités, on retrouve les suivants : • les enjeux et les actions à réaliser pour s'assurer du respect de nouvelles obligations découlant de la Loi 25 (<i>Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels</i>); • la modification à la Loi sur la protection de la jeunesse (PL-15) et l'impact pour les corps de police; • l'application de la Loi sur l'accès à travers la revue de la jurisprudence de la Commission d'accès à l'information; • les activités liées à la Semaine de la sécurité de l'information.	Aucun	Le comité est composé des représentants de : • Sûreté du Québec; • Commissaire à la lutte contre la corruption (UPAC); • Ministère de la Sécurité publique; • Service de police de la Ville de Montréal; • Service de police de la Ville de Québec; • Service de police de la Ville de Saint-Jérôme; • Service de police de Laval; • Service de police de l'agglomération de Longueuil; • Service du renseignement criminel du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2023-2024, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Budget	Membres du comité
Nom du comité : Comité consultatif du Centre de renseignements policiers du Québec (CRPQ) Mandats du comité : - Assurer une exploitation efficace et efficiente du CRPQ; - Formuler les politiques, les modalités et les principes directeurs relatifs au développement et au fonctionnement du CRPQ; - Établir les critères d'admissibilité au CRPQ; - S'assurer que des moyens de contrôle adéquats sont mis en place afin que les agences et les utilisateurs se conforment aux politiques, modalités et principes directeurs approuvés par le comité; - Définir et établir les priorités concernant les services à développer et à offrir aux utilisateurs; - Procéder, au besoin, à la formation de groupes de travail mandatés pour étudier un sujet et soumettre des recommandations au comité; - Assister et conseiller les organismes externes qui permettent un lien entre leurs banques de données et le CRPQ, afin d'assurer la compatibilité, la sécurité et l'utilisation optimale des systèmes. Résultats du comité : Travaux en cours	Aucun Les rencontres ont eu lieu en vidéoconférence TEAMS et en présentiel	Le comité est composé de représentants des corps de police suivants : - Sûreté du Québec; - Service de police de la Ville de Montréal; - Service de police de l'agglomération de Longueuil; - Service de police de la Ville de Gatineau; - Service de police de Laval; - Service de police de la Ville de Québec; - Association des directeurs de police du Québec; - Ministère de la Sécurité publique; - Service de police de Saguenay.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2023-2024, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Budget	Membres du comité
Nom du comité : Comité de vérifications et d'observations intersectoriel des enquêtes en matière d'agression sexuelle (VOIE) Mandat du comité : - Avec la collaboration d'organismes publics et communautaires, le comité VOIE a le mandat d'analyser les enquêtes menées par la Sûreté du Québec en matière de crimes à caractère sexuel et d'identifier les meilleures pratiques relatives au traitement de ces dossiers par les policiers. Résultats du comité : - Travaux en cours	326\$	Le comité est composé de représentants de : - Sûreté du Québec; - Directeur des poursuites criminelles et pénales; - Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal; - Centre d'aide aux victimes d'actes criminels; - Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel La Chrysalide; - Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel Agression Estrie; - Mouvement contre le viol et l'inceste.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2023-2024, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Budget	Membres du comité
Nom du comité : Comité sur les drogues de synthèse Mandat du comité : - Échanger en matière de pratiques policières en lien avec les drogues de synthèse; - Échanger de l'information sur les mesures de sécurité à adopter; - Assurer une coordination au niveau des enquêtes en matière de drogues de synthèse; - Évaluer et cibler des nouvelles tendances de consommation de drogues de synthèse. Résultats du comité : Travaux en cours	Aucun	Le comité est composé de représentants des organisations suivantes : - Sûreté du Québec; - Agence des services frontaliers du Canada; - Gendarmerie royale du Canada; - Ministère de la Sécurité publique; - Santé Canada; - Service de police de Laval; - Service de police de la Ville de Gatineau; - Service de police de la Ville de Montréal; - Service de police de la Ville de Québec; - Service de police de l'agglomération de Longueuil; - Service correctionnel du Canada; - Service du renseignement criminel du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2023-2024, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Budget	Membres du comité
Nom du comité : Comité opérationnel sur les enlèvements et les disparitions Mandat du comité : • Favoriser l'uniformité et le partage des bonnes pratiques dans le traitement des dossiers de disparitions et d'enlèvements; • Échanger sur les méthodes d'intervention et les modes de collaboration des corps policiers du Québec dans le cadre de ses dossiers. Résultats du comité : Travaux en continu	Aucun	Le comité est composé de représentants des organisations suivantes : • Sûreté du Québec; • Représentants des corps de police des différents niveaux de service; • Ministère de la Sécurité publique; • Laboratoire des sciences judiciaires et de médecine légale; • Bureau du coroner.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2023-2024, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Budget	Membres du comité
Nom du comité : Comité exécutif crimes majeurs (CECM) Mandat du comité : En plus d'échanger sur des dossiers d'enquête ayant une portée provinciale, le comité a également pour mandat d'assurer le partage des meilleures pratiques et des nouveautés dans le domaine des enquêtes criminelles. Enfin, il est également un forum privilégié pour discuter des enjeux juridiques touchant la communauté policière. Il est à noter que le CECM sert également de comité directeur pour les alertes intrusives de nature policière (AMBER et AMMI). Résultats du comité : Travaux en continu	Aucun	Le comité est composé de représentants des organisations suivantes : • Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP); • Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL); • Service de police de Laval (SPL); • Service de police de Trois-Rivières (SPTR); • Service de police de la Ville de Gatineau (SPVG); • Service de police de la Ville de Montréal (SPVM); • Service de police de la Ville de Québec (SPVQ); • Service de police de la Ville de St-Jérôme (SPVSJ); • Sûreté du Québec (SQ); • Unité permanente anticorruption (UPAC); • Ministère de la Sécurité publique (MSP) – Centre des opérations gouvernementales (COG) – Présence ponctuelle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2023-2024, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Budget	Membres du comité
Nom du comité : Comité mixte public-privé de lutte contre les crimes financiers et la cybercriminalité. Mandat du comité : Conformément à la recommandation 27 du Comité consultatif sur la réalité policière (CCRP), le rôle du comité mixte est de définir le fonctionnement, la structure organisationnelle de même que les rôles et les responsabilités de chacun des intervenants mis à contribution dans l'<i>Unité spécialisée en cybercriminalité et crimes économiques mettant à contribution le milieu institutionnel et l'entreprise privée</i> (recommandation 26). Résultats du comité : Travaux en cours	609 \$	Le comité est composé de représentants des organisations suivantes : • Sûreté du Québec; • Ministère de la Sécurité publique (MSP); • Unité permanente anti-corruption (UPAC); • Service de police de la ville de Montréal (SPVM); • Gendarmerie Royale du Canada (GRC); • Autorité des marchés financiers (AMF); • Hydro Québec; • Banque Nationale du Canada (BNC); • Desjardins; • Bell.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2023-2024 ET EN PRÉVISION POUR 2024-2025 : A) LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES; B) LES COÛTS DE CES CAMPAGNES; C) LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER; D) LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE; E) LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Aucune.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LE TOTAL ET LA VENTILATION DES CRÉANCES ET/OU AMENDES À RECOUVRER POUR CHACUNE DES ANNÉES 2017-2018 À 2023-2024, L'ÂGE DES CRÉANCES (VENTILÉ PAR ANNÉES) ET LES MOYENS ENTREPRIS POUR LES RECOUVRER. PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Total des créances de la Sûreté du Québec par année financière au 31 janvier 2024 :

L'âge des créances et/ou amendes à recouvrer ¹	en \$
Moins d'un an	1 640 843
1-2 ans	347 975
+ 2 ans	369 573
Total	2 358 391

Mesures mises en place pour recouvrer les créances en souffrance (extrait de la politique de gestion « Recouvrement de créances » de la Sûreté du Québec) :

- La Sûreté doit recouvrer les montants qui lui sont dus conformément aux *Règles relatives à la perception et à l'administration des revenus de l'État* ;
- Communication avec le client afin de négocier des ententes de remboursement ;
- Envoi d'états de compte au client incluant les frais d'intérêt ;
- Envoi par courrier recommandé d'un état de compte incluant les frais d'intérêt (après 90 et 150 jours) ;
- Envoi par courrier recommandé d'un état de compte, d'une lettre explicative et une copie des factures (après 210 jours) ;
- Transmission d'une copie du dossier à la Direction des services juridiques qui effectue par la suite diverses actions en vue du recouvrement de la créance.

Note 1 : Cette colonne n'inclut pas les comptes à recevoir des municipalités payables deux fois par année.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT L'ESCOUADE INTÉGRÉE DE LUTTE AU PROXÉNÉTISME (EILP), VEUILLEZ NOUS FOURNIR : A) LA COMPOSITION DE L'ESCOUADE; B) LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT POUR L'EILP ET LES PROVISIONS POUR LES 3 PROCHAINES ANNÉES; C) LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES PAR ANNÉE POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES; D) LE NOMBRE DE PLAINTES/DOSSIERS DÉPOSÉS AU DPCP; E) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS; F) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES CONDAMNATIONS; G) LA LISTE DES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION RÉALISÉES EN 2023-2024 PAR L'ÉQUIPE EN INDIQUANT UNE COURTE DESCRIPTION ET LES MONTANTS INVESTIS PAR ACTIVITÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) LA COMPOSITION DE L'ESCOUADE – AU 31 JANVIER 2024

Effectifs en place

Sûreté du Québec (SQ) :	42
Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) :	22
Service de police de la Ville de Québec (SPVQ) :	16
Service de police de Laval (SPL) :	3
Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL) :	2
Service de police de la Ville de Gatineau (SPVG) :	4
Total	89

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT L'ESCOUADE INTÉGRÉE DE LUTTE AU PROXÉNÉTISME (EILP), VEUILLEZ NOUS FOURNIR : A) LA COMPOSITION DE L'ESCOUADE; B) LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT POUR L'EILP ET LES PROVISIONS POUR LES 3 PROCHAINES ANNÉES; C) LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES PAR ANNÉE POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES; D) LE NOMBRE DE PLAINTES/DOSSIERS DÉPOSÉS AU DPCP; E) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS; F) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES CONDAMNATIONS; G) LA LISTE DES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION RÉALISÉES EN 2023-2024 PAR L'ÉQUIPE EN INDIQUANT UNE COURTE DESCRIPTION ET LES MONTANTS INVESTIS PAR ACTIVITÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

B) LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT POUR L'EILP ET LES PROVISIONS POUR LES 3 PROCHAINES ANNÉES

	Budget
	2023-2024
SQ	8 196 800\$
SPVM	8 792 800\$
SPVQ	6 077 900\$
SPVG	1 614 900\$
SPL	1 433 800\$
SPAL	1 118 900\$
Besoins ponctuels	250 000\$
TOTAL	27 485 100\$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT L'ESCOUADE INTÉGRÉE DE LUTTE AU PROXÉNÉTISME (EILP), VEUILLEZ NOUS FOURNIR : A) LA COMPOSITION DE L'ESCOUADE; B) LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT POUR L'EILP ET LES PROVISIONS POUR LES 3 PROCHAINES ANNÉES; C) LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES PAR ANNÉE POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES; D) LE NOMBRE DE PLAINTES/DOSSIERS DÉPOSÉS AU DPCP; E) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS; F) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES CONDAMNATIONS; G) LA LISTE DES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION RÉALISÉES EN 2023-2024 PAR L'ÉQUIPE EN INDIQUANT UNE COURTE DESCRIPTION ET LES MONTANTS INVESTIS PAR ACTIVITÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

C) LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES PAR ANNÉE POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES

La Sûreté du Québec a repris la responsabilité de l'EILP le 1^{er} octobre 2021 et le Service de la lutte contre le proxénétisme (SLP) a alors été créé. Depuis sa mise en place, 460 victimes ont déposé une plainte policière (période du 1^{er} octobre 2021 au 31 janvier 2024).

- 1^{er} octobre 2021 – 31 mars 2022 : 132 victimes
- 1^{er} avril 2022 – 31 mars 2023 : 216 victimes
- 1^{er} avril 2023 – 31 janvier 2024 : 112 victimes

D) LE NOMBRE DE PLAINTES/DOSSIERS DÉPOSÉS AU DPCP

Le SLP ne comptabilise pas le nombre de dossiers déposés au DPCP ni le nombre de plaintes déposées par celui-ci. Il s'agit d'une donnée qui pourrait être fournie par le DPCP. Au niveau du SLP, les membres s'occupent du volet enquête. Une fois le dossier complété, il est soumis au DPCP pour étude et dépôt des chefs d'accusation.

E) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS

Le SLP est en mesure de fournir le nombre de dossiers ayant mené à des mises en accusation, c'est-à-dire les dossiers dans lesquels des accusations ont été portées contre le(s) suspect(s), à la suite de l'enquête policière. 153 dossiers ont mené à des mises en accusation depuis la mise en place du SLP.

F) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES CONDAMNATIONS

Cette donnée n'est pas disponible.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT L'ESCOUADE INTÉGRÉE DE LUTTE AU PROXÉNÉTISME (EILP), VEUILLEZ NOUS FOURNIR : A) LA COMPOSITION DE L'ESCOUADE; B) LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT POUR L'EILP ET LES PROVISIONS POUR LES 3 PROCHAINES ANNÉES; C) LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES PAR ANNÉE POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES; D) LE NOMBRE DE PLAINTES/DOSSIERS DÉPOSÉS AU DPCP; E) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS; F) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES CONDAMNATIONS; G) LA LISTE DES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION RÉALISÉES EN 2023-2024 PAR L'ÉQUIPE EN INDIQUANT UNE COURTE DESCRIPTION ET LES MONTANTS INVESTIS PAR ACTIVITÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

G) LA LISTE DES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION RÉALISÉES EN 2023-2024 PAR L'ÉQUIPE, EN INDIQUANT UNE COURTE DESCRIPTION ET LES MONTANTS INVESTIS PAR ACTIVITÉS

Voici des activités de prévention réalisées par les membres du SLP au cours de la dernière année. Cependant, les sommes investies par activité ne sont pas comptabilisées.

- Participation à diverses tables de concertation et comités à travers le Québec;
- Projet gouvernemental « Contrer l'exploitation sexuelle, c'est l'affaire de tous »;
- Formations et sensibilisation auprès de policiers et intervenants de la province;
- Participation à la création d'un troisième livre dans le cadre du programme Les Survivantes;
- Participation à la création de 3 bandes dessinées destinées aux jeunes du primaire (5^e et 6^e année);
- Déplacements pour répondre à des cellules de crises

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LES ARMES À FEU PRODUITES GRÂCE À DES IMPRIMANTES 3D, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LES TRAVAUX, ÉTUDES, ANALYSES ET LES RECHERCHES PRODUITES À CE SUJET; B) LE NOMBRE D'ARMES SAISIES EN 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023 ET 2023-2024. VEUILLEZ VENTILER L'INFORMATION PAR RÉGION; C) LA LISTE DES MESURES OU DES ACTIONS MISES EN PLACE POUR SENSIBILISER LA POPULATION OU POUR CONTRER LA PRODUCTION D'ARMES AVEC DES IMPRIMANTES 3D.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) Travaux, études, analyses et recherches produites par la Sûreté du Québec concernant les armes à feu produites grâce à des imprimantes 3D :

Aucun.

B) Nombre d'armes à feu produites grâce à des imprimantes 3D saisies par la Sûreté du Québec :

175 armes.

C) Mesures ou actions mises en place pour sensibiliser la population ou pour contrer la production d'armes à feu avec des imprimantes 3D :

En 2019, dans le cadre du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs, la Sûreté du Québec a mis en place une équipe d'enquêtes dédiée aux dossiers d'approvisionnement en armes à feu, ce qui inclut tant l'importation que la fabrication. En 2021, cette équipe a largement été bonifiée dans le cadre de la Stratégie de lutte contre la violence armée du gouvernement du Québec. Entre le 1^{er} avril 2023 et le 31 janvier 2024, 21 imprimantes 3D ont été saisies.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE 24 MAI 2023, LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ANNONÇAIT L'OCTROI DE 8,54 M\$ À LA SÛRETÉ DU QUÉBEC (SQ) POUR RECONDUIRE ET BONIFIER L'ÉQUIPE DE DÉPISTAGE DES ARMES À FEU. EN LIEN AVEC CETTE ANNONCE, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LE NOMBRE DE POLICIERS SUR L'ÉQUIPE DE DÉPISTAGE; B) LE NOMBRE DE POLICIERS SUPPLÉMENTAIRES GRÂCE À L'INVESTISSEMENT ADDITIONNEL; C) LE BILAN DES ACTIVITÉS DE L'ÉQUIPE DEPUIS SA MISE EN PLACE EN JANVIER 2023.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) LE NOMBRE DE POLICIERS SUR L'ÉQUIPE DE DÉPISTAGE

Depuis le 1^{er} avril 2023 : 7 policiers (4 SQ; 3 CPM)

B) LE NOMBRE DE POLICIERS SUPPLÉMENTAIRES GRÂCE À L'INVESTISSEMENT ADDITIONNEL

3 policiers supplémentaires depuis le 1^{er} avril 2023 : 2 SQ; 1 CPM

C) LE BILAN DES ACTIVITÉS DE L'ÉQUIPE DEPUIS SA MISE EN PLACE EN JANVIER 2023

Période : 16 janvier 2023 au 31 janvier 2024

- 2916 armes à feu dépiستées
 - o 954 armes de poing
 - o 1962 armes longues

- 280 dispositifs prohibés signalés
 - o 239 chargeurs à grande capacité
 - o 33 silencieux
 - o 8 dispositifs de tir automatique
 - 24 demandes en collaboration avec l'ATF (Bureau of Alcohol, Tobacco, Firearms and Explosives) et HSI (Homeland Security Investigations).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TOUTE DIRECTIVE OPÉRATIONNELLE ÉMISE PAR LE MINISTÈRE, SES ORGANISMES OU SES AGENCES, AU SUJET DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR
L'IMMATRICULATION DES ARMES À FEU.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Aucune

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE DE CRIMES RAPPORTÉS ET SOLUTIONNÉS, PAR CATÉGORIE DE CRIME
(CONTRE LA PERSONNE, LA PROPRIÉTÉ, DROGUE, AUTRES) SUR LE TERRITOIRE DE LA SQ ET CELUI DES CORPS DE POLICE MUNICIPALE.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir le cahier du ministère de la Sécurité publique.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TOUT ANALYSE OU DOCUMENT RÉALISÉ CONCERNANT L'UTILISATION DE BANQUE DE CARACTÉRISTIQUES OU DE MESURES BIOMÉTRIQUES OU DE SOLUTIONS DE RECONNAISSANCE FACIALE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Aucun

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE NOMBRE D'EFFECTIFS IMPLIQUÉS DANS LA LUTTE AUX GANGS DE RUES, DIVISÉS PAR CORPS DE POLICE ET PAR RÉGION EN 2023-2024.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

En 2023-2024, les effectifs totaux dédiés à la lutte au crime organisé étaient de 357 *.

Il est impossible d'isoler spécifiquement le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rue.

* Les effectifs octroyés pour la lutte au crime organisé et pour la lutte au trafic d'armes à feu sont inclus dans ces effectifs.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE NOMBRES D'ARRESTATIONS EFFECTUÉES EN 2023-2024 CONCERNANT LA POSSESSION DE CANNABIS POUR UNE PERSONNE DE MOINS DE 21 ANS. VEUILLEZ SPÉCIFIER LE NOMBRE D'ARRESTATION POUR UNE PERSONNE ÂGÉE DE 18 À 21 ANS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

1. Nombre d'arrestations effectuées par la Sûreté du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024 concernant la possession de cannabis (loi provinciale et fédérale) pour une personne de moins de 21 ans : 262 2. Nombre d'arrestations effectuées par la Sûreté du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024 concernant la possession de cannabis (loi provinciale et fédérale) pour une personne âgée entre 18 à 21 ans : 30

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LISTE ET COPIE DES ÉTUDES ET DES ANALYSES FAITES CONCERNANT LE PROFILAGE RACIAL POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INCLUANT 2023-2024.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Aucune

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

VENTILATION DES BUDGETS ACCORDÉS POUR LUTTER CONTRE LE TERRORISME DEPUIS CINQ ANS AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Budget 2023-2024 pour la lutte contre le terrorisme : 2 191,7 k\$

Budget 2022-2023 pour la lutte contre le terrorisme : 2 207,4 k\$

Budget 2021-2022 pour la lutte contre le terrorisme : 2 362,5 k\$

Budget 2020-2021 pour la lutte contre le terrorisme : 2 833,0 k\$

Budget 2019-2020 pour la lutte contre le terrorisme : 3 131,5 k\$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT L'ALERTE AMBER, FOURNIR : A) LES DONNÉES RELATIVES À CETTE ALERTE, NOTAMMENT LE NOMBRE DE FOIS UTILISÉ ET AUTRES STATISTIQUES DISPONIBLES ; B) LES CRÉDITS ALLOUÉS À CE SERVICE, NOTAMMENT EN LOGICIEL, ÉQUIPEMENT, MISE À JOUR ET PAIEMENTS DIVERS ; C) LE COÛT POUR CHAQUE UTILISATION ; D) LE TAUX D'ERREUR DE DIFFUSION OU D'ÉCHEC RELATIVEMENT À LA TECHNOLOGIE ; E) LE TAUX D'EFFICACITÉ DE LA DIFFUSION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) Une utilisation de l'Alerte Amber à la Sûreté du Québec pour la période du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

À noter que la responsabilité du système *Québec en Alerte*, qui est utilisé pour transmettre les alertes intrusives telles que l'alerte AMBER, relève du Centre des opérations gouvernementales (COG) de la Direction générale adjointe des opérations (Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie) et non de la Sûreté du Québec.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**LE SUIVI APPORTÉ À CHACUNE DES RECOMMANDATIONS DU CORONER LUC MALOUIN DANS L'ENQUÊTE SUR LES DÉCÈS DE NORAH ET ROMY CARPENTIER,
SURVENUS EN JUILLET 2020.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Le rapport a été déposé le 24 octobre 2023 et un plan d'action a été mis en place pour assurer le suivi des recommandations. Le suivi est fait auprès du Coroner.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

VEUILLEZ NOUS FOURNIR, POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, LES ÉTUDES, RECHERCHES, NOTES, AVIS OU TOUT AUTRE DOCUMENT PRODUIT PAR LE MINISTÈRE OU UN CORPS DE POLICE SUR LA SANTÉ MENTALE/DÉTRESSE PSYCHOLOGIQUE DES POLICIERS ET POLICIÈRES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

1. Premiers soins psychologiques pour les policiers de la Sûreté du Québec (PSP). Réalisé en collaboration avec le Centre d'études sur le trauma. 2. PSPnet – Projet de recherche pour adapter la Thérapie comportementale cognitive sur Internet (TCCI) pour le personnel de la sécurité publique. Projet de l'université de Regina et l'institut canadien de recherche et de traitement en sécurité publique (ICRTSP). 3. Résilience et facteurs de protection chez les femmes en milieu policier, en collaboration avec l'université du Québec à Trois-Rivières. 4. Retour au travail durable de policiers à la suite d'une absence pour un trouble mental courant totalement ou partiellement lié au travail (RATTRAP). En collaboration avec l'Université du Québec à Trois-Rivières, L'École nationale de police du Québec et Institut de recherche Robert Sauvé sur la santé et sécurité au travail. 5. Recherche sur les interventions post-trauma dans les organisations policières (RIPTOP). En collaboration avec l'Université du Québec à Trois-Rivières. 6. Étude sur la santé psychologique au travail des répartiteurs d'urgence, en collaboration avec l'Université du Québec à Trois-Rivières.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

VEUILLEZ NOUS FOURNIR, POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, LA LISTE DES MESURES MISES EN PLACE ET LES SOMMES INVESTIES PAR LES DIFFÉRENTS CORPS DE POLICE ET PAR LE MINISTÈRE POUR LA PRÉVENTION DU SUICIDE CHEZ LES POLICIERS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Programme de prévention du suicide - o Le programme a été lancé le 10 septembre 2020 (journée mondiale de la prévention du suicide) : ▪ Actions : création d'un site intranet, avec des articles, des fiches de sensibilisation et des vidéos témoignages. ▪ Matériel promotionnel disponible : deux modèles d'affiche ont été créés (affiche policière et civil). ▪ Formation : formation en santé mentale et formation en ligne sur la prévention du suicide. ▪ Dépistage et intervention : fiches de prévention et la mise en place du programme de réseau de sentinelles. ▪ Postvention : développement des outils pour intervenir en cas d'un suicide d'un employé. - o Conférences de professionnels en prévention du suicide. - o Sensibilisation : chaque année des activités de sensibilisation et des outils promotionnels sont déployés au cours de la semaine de la prévention du suicide. Programme de réseau des sentinelles - o Le programme a été mis en place sous forme de projet pilote entre 2019 et 2020 : une entente de formation a été mise en place avec le regroupement de centres de prévention du suicide du Québec. - o Le programme a été lancé à l'ensemble de l'organisation en février 2021 et une formation à l'interne a été créé. Les sentinelles reçoivent une formation de 7 heures. - o Il y a actuellement 246 sentinelles actives. - o Depuis que les premières sentinelles ont été formées en 2019, les intervenants désignés sont intervenus 62 fois auprès des employés en détresse ayant été référés par les sentinelles. - o Le programme de réseau de sentinelles a été évalué par la Direction de la vérification de la Sûreté du Québec en 2022. L'évaluation du programme est maintenant terminée. Les ajustements demandés ont été mis en place et un plan d'action a été réalisé. Les actions à venir incluent une campagne de recrutement ciblé et la formation de nouvelles sentinelles. - o Formation continue offerte aux sentinelles en 2021,2022 et 2023 (titre de la formation : Mindful Self-Compassion (MSC). Les sentinelles inscrites ont bénéficié d'une formation de 27 heures. Embauche d'un agent de liaison humanitaire - o En poste depuis septembre 2022. Les coûts ne sont pas disponibles, car ils ne sont pas comptabilisés sous le thème précis de la prévention du suicide.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

VEUILLEZ NOUS FOURNIR, POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES, LES ÉTUDES, RECHERCHES, NOTES, AVIS OU TOUT AUTRE DOCUMENT PRODUIT PAR LE MINISTÈRE OU UN CORPS DE POLICE CONCERNANT L'ESPÉRANCE DE VIE DES POLICIERS ET POLICIÈRES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Aucun

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE NOMBRE DE TENTATIVES DE SUICIDE D'UN POLICIER OU D'UNE POLICIÈRE, PAR ANNÉE, POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES. VEUILLEZ NOUS INDIQUER : A) LE NOMBRE DE POLICIERS EN SERVICE ; B) LE NOMBRE DE POLICIERS RETRAITÉS ; C) LE NOMBRE DE SUICIDES RÉALISÉS AVEC UNE ARME DE SERVICE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- A) Le nombre de tentatives de suicide est une donnée non disponible.
- B) Le nombre de tentatives de suicide est une donnée non disponible.
- C) 1 (août 2023)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

EN 2023-2024, VEUILLEZ NOUS DIRE LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT EU ACCÈS À UNE THÉRAPIE POUR DÉPENDANCE (ALCOOL, DROGUE, JEUX, AUTRE) PAR TYPE D'EMPLOI (POLICIER, ENQUÊTEUR, ETC).

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La Sûreté offre le service de thérapie pour dépendance dans le cadre de son programme de bilans annuels psychologiques adaptés (BAPA).
Par contre, la Sûreté ne tient aucun registre quant aux personnes ayant eu accès à ce type de thérapie, ni au nombre, ni au type d'emploi puisque cette information est confidentielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TOUT ANALYSE OU DOCUMENT RÉALISÉ AU SUJET DE VILLES DE PLUS DE 50 000 HABITANTS ET PLUS QUI SOUHAITERAIENT SE DÉPARTIR DE LEUR CORPS DE POLICE MUNICIPALE EN OPTANT POUR UNE COUVERTURE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, INCLUANT L'ESTIMATION DES COÛTS ET LES EFFETS SUR L'EFFECTIF POLICIER.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir le cahier du ministère de la Sécurité publique.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

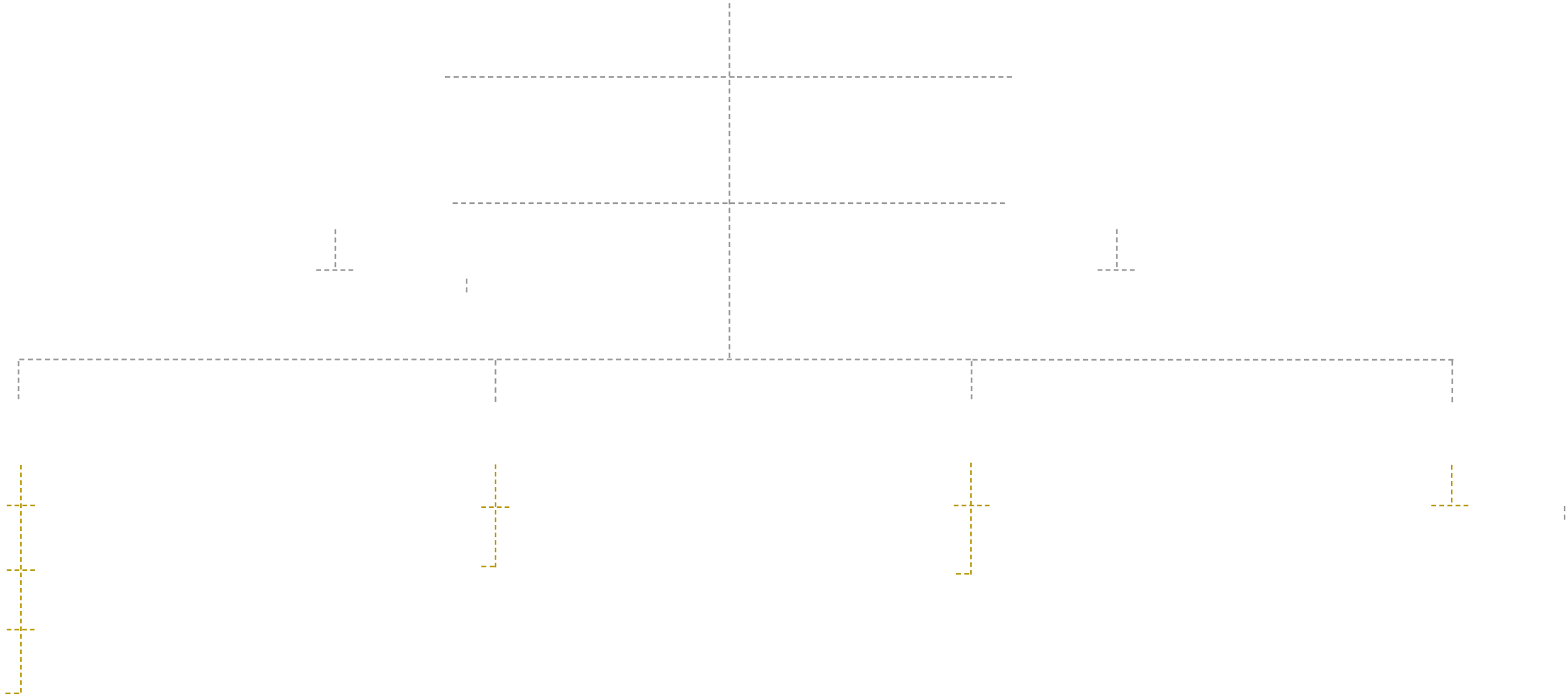
**TOUT ANALYSE OU DOCUMENT RÉALISÉS AU SUJET DE MODIFICATIONS À LA TARIFICATION DES SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AUX MUNICIPALITÉS,
NOTAMMENT AU CHAPITRE DE LA FORMULE SERVANT À RÉPARTIR LES COÛTS ENTRE LE PROVINCIAL ET LE PALIER MUNICIPAL.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir le cahier du ministère de la Sécurité publique.



ORGANIGRAMME



ABRÉVIATION DES GRADES DES OFFICIERS ET CADRES
DGA : Directeur général adjoint
Insp.-chef : Inspecteur-chef
Insp. : Inspecteur
Cpt. : Capitaine
Lt : Lieutenant
DP : Directrice principale

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LA DIVISION DES MESURES D'URGENCE (DMU) DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, VEUILLEZ NOUS FOURNIR, PAR ÉQUIPE SPÉCIALISÉE ET PAR ANNÉE DEPUIS 2019 : A) LE NOMBRE D'EFFECTIFS À TEMPS COMPLET, PAR CORPS D'EMPLOI ; B) LE NOMBRE D'EFFECTIFS À TEMPS PARTIEL, PAR CORPS D'EMPLOI ; C) LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Postes policiers autorisés à temps complet					
	Février 2020	Février 2021	Février 2022	Février 2023	Janvier 2024
Modules d'intervention Mascouche					
Officiers	0	0	0	0	0
Policiers	9	14	15	15	15
Module d'intervention St-Hubert					
Officiers	0	0	0	0	0
Policiers	11	13	16	17	17
Module d'intervention Québec					
Officiers	0	0	0	0	0
Policiers	18	21	22	22	22
Coordination en recherche terrestre					
Policiers	2	2	2	3	4
Équipe équestre					
Policiers	0	0	1	2	2
Coordination des opérations hélicoptérées					
Policiers	1	1	1	1	1
Équipe plongée					
Policiers	6	6	6	6	6
Équipe sauvetage					
Policiers	6	5	7	8	9
Module canin					
Policiers	10	12	13	14	19
Total	63	74	83	88	95

c) les budgets de fonctionnement de ces unités sont incluses dans les enveloppes régulières de la Sûreté.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

BILAN ET STATISTIQUES DES 3 DERNIÈRES ANNÉES CONCERNANT LE NOMBRE DE PLAINTES ET D'INTERVENTIONS POUR DES CAS DE : A) SUICIDE ; B) TENTATIVE DE SUICIDE ; C) VIOLENCE CONJUGALE ; D) PROBLÈMES CONJUGAUX ; E) SANTÉ MENTALE ; F) AUTRE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A), B)

	2021-2022	2022-2023	2023-2024*
Type de dossier	12 mois	12mois	10 mois
MORT - SUICIDE	439	476	361
TENTATIVE DE SUICIDE	2 621	2 716	2 387
Total général	3 060	3 192	2 748

C)

	2021-2022	2022-2023	2023-2024*
Type de dossier	12 mois	12 mois	10 mois
Violence conjugale	8 832	9 136	8 752

D) et E)

	2021-2022	2022-2023	2023-2024*
Type de dossier	12 mois	12 mois	10 mois
État mental perturbé	23 927	25 436	23 170

*Période du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TOUT PLAN OU CRÉDIT ALLOUÉ DANS L'AMÉLIORATION ET LES MISES À JOUR DES PROCÉDURES, NOTAMMENT D'ENQUÊTE ET DE MOBILISATION DE RECHERCHE DE PERSONNES DISPARUES DEPUIS LES ÉVÈNEMENTS TRAGIQUES ENTOURANT LE DÉCÈS DE NORAH ET ROMY CARPENTIER.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

• La caméra vidéo à imagerie thermique qui a été acquise pour nos hélicoptères, à même les crédits reçus au Plan budgétaire 2022-2023 pour les efforts de recherches consacrés aux enlèvements et aux disparitions, est en cours d'intégration dans nos appareils. • Les formations continues en recherche terrestre se poursuivent pour divers membres de la Sûreté, telles <i>Initiation à la recherche et Carte, boussole et GPS, Gestion initiale de recherche terrestre</i> (GIRT), <i>Recherche terrestre avancée</i> et la requalification annuelle des premiers intervenants en recherche terrestre. • Les coordonnateurs en recherche terrestre de la Sûreté diffusent à l'École nationale de police du Québec (ENPQ) la mise à jour de la formation GIRT depuis le 4 avril 2023. Cette dernière vise les gestionnaires qui sont appelés à diriger les efforts de recherche des patrouilleurs dès les premiers instants d'une disparition et à diriger la mise en place des premières structures du poste de commandement. • L'offre de service en recherche terrestre a été bonifiée par l'ajout d'un maître-chien de patrouille dans le secteur sud-ouest. • Deux hélicoptères, entièrement dédiés à la Sûreté du Québec, ont été acquis par le Service aérien gouvernemental. Leur mise en service est prévue au cours des prochains mois. • Divers équipements utiles à la recherche de personnes disparues ont été acquis, tels que des casques, des GPS, des chargeurs portatifs, des détecteur thermiques, une tente pour le sauvetage sur glace, un nouveau bateau et des consoles de communication pour les plongeurs, des balises inReach permettant d'envoyer et de recevoir des messages via un réseau de satellites et des antennes satellite Starlink pour avoir accès à Internet via un réseau de satellites. • Des GPS sont en cours de déploiement aux 61 membres des équipes de soutien opérationnel (ÉSO) qui sont répartis dans les 8 régions du Québec et qui ont été formés avec le cours <i>Carte, boussole, GPS</i>. Cela permettra de réaliser plus rapidement les premières démarches de recherches en attendant l'arrivée des spécialistes et cela améliorera également notre capacité de déploiement. • Chacune des expériences de recherche de personnes disparues permet d'améliorer les connaissances de la Sûreté et d'adapter les façons de faire à toutes éventualités. Ainsi, les travaux du comité de travail qui a été mis en place pour définir et améliorer la mobilisation des effectifs se sont poursuivis. Un rapport final est attendu en début d'année. • Un plan d'action a été mis en place au sein de l'organisation pour assurer le suivi des recommandations du rapport d'enquête du coroner Me Luc Maloin. Plusieurs actions ont été réalisées et d'autres sont toujours en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LES INVESTISSEMENTS EN ÉQUIPEMENT SPÉCIALISÉ, PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT, POUR LA PÉRIODE 2023-2024, ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.
VEUILLEZ INDiquer LA LISTE ET LE NOMBRE DE CES ÉQUIPEMENTS. ⁽¹⁾ ⁽²⁾

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Coût (\$) au 31 janvier 2024	Quantités acquises
Appareil respiratoire, détecteur de chaleur, de métaux et détection thermique	109 907	20
Autres (équipements de sécurité, habits de protection, unités canines, équipes équestres, etc.)	1 052 620	542
Équipement de plongée	160 143	14
Lunettes de vision (nocturnes, thermales)	28 038	2
Outils (Banc de scie, chariot élévateur, pointeur laser, scie, scie à ruban, station de soudure)	64 886	22
TOTAL :	1 415 594	600

- (1) : Les prévisions pour 2024-2025 ne sont pas disponibles.
- (2) : Les dépenses dans les différentes catégories sont comptabilisées au Grand quartier général, à Montréal, bien qu'elles servent à l'ensemble du territoire par attribution temporaire : lutte au terrorisme, unités d'urgence, groupe d'intervention, enquêtes criminelles, sécurité routière, télécommunication et autres. Cette liste ne comprend pas les dépenses d'immobilisations reliées au parc automobile et à l'informatique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LES MANQUES D'EFFECTIFS DANS LA SQ, VEUILLEZ NOUS FOURNIR, PAR CORPS D'EMPLOI : A) LES EFFECTIFS MANQUANTS EN 2023-2024;
B) L'ESTIMATION DES EFFECTIFS À COMBLER EN 2024-2025, 2025-2026 ET 2026-2027.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

a) Au 31 janvier 2024, 86 postes de policiers étaient disponibles.

Toujours au 31 janvier 2024, l'écart entre les postes civils autorisés et les effectifs civils en place (réguliers et occasionnels) est estimé à 269.

Regroupement d'emploi	Écart
Cadres	7
Professionnels	56
Personnel de bureau, personnel technique et ouvrier	206
Total civils	269

b) Différents scénarios sont sous analyse.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LES DEMANDES D'AJOUT D'EFFECTIFS FORMULÉES PAR LA SQ AU MSP EN 2023-2024 ET 2024-2025, VENTILÉES PAR CORPS D'EMPLOI.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Corps d'emploi	Nombre
Officier	2
Agent et sergent	35
Professionnel	7
Technicien et personnel de bureau	10
Total	54

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LES DEMANDES D'AJOUT D'EFFECTIFS AUTORISÉES PAR LE MSP EN 2023-2024 ET 2024-2025, VENTILÉES PAR CORPS D'EMPLOI.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Corps d'emploi	Nombre
Officier	2
Agent et sergent	35
Professionnel	7
Technicien et personnel de bureau	10
Total	54

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LES DEMANDES D'AJOUT D'EFFECTIFS AUTORISÉES PAR LE MSP ET MISES EN PLACE EN 2023-2024, VENTILÉES PAR CORPS D'EMPLOI.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Corps d'emploi	Nombre
Officier	1
Agent et sergent	22
Professionnel	7
Technicien et personnel de bureau	5
Total	35

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LE NOMBRE DE PRÊTS DE SERVICES DE LA SQ ENVERS UN CORPS DE POLICE MUNICIPAL EN 2023-2024 EN INDIQUANT : A) LES RAISONS; B) LE CORPS DE POLICE OÙ LE PRÊT DE SERVICE A ÉTÉ DEMANDÉ; C) LE NOMBRE DE POLICIERS, VENTILÉS PAR CORPS D'EMPLOI; D) LE NOMBRE DE JOURNÉES AUTORISÉES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Aucun

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

L'EFFECTIF (POLICIERS/CIVILS) AU 31 MARS 2024, RÉPARTI PAR DISTRICT ET PAR QUART DE TRAVAIL, AVEC VENTILATION POUR LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX PATROUILLES
AUTOROUTIÈRES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

RÉGIONS	En place au 31 janvier 2024		Répartition par quart de travail des effectifs en place (incluant 358 effectifs affectés à la desserte autoroutière)					
	Civils (réguliers)	Policiers	Jour		Relèves (jour-soir/jour-soir-nuit)*		Nombre moyen de personnes par relève	
			Civils	Policiers	Civils	Policiers	Civils	Policiers
Montréal	164	948	134	550	30	398	8	80
Estrie - Centre-du-Québec	106	655	91	264	15	391	4	78
Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	177	897	157	457	20	440	5	88
Bas-Saint-Laurent-Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	83	476	64	213	19	263	5	53
Mauricie-Lanaudière	184	774	123	411	61	363	15	73
Outaouais-Laurentides	63	517	57	221	6	296	2	59
Côte-Nord - Saguenay-Lac-Saint-Jean	94	480	76	250	18	230	5	46
Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec	57	380	45	132	12	248	3	50
Grand quartier général	1 158	854	1 155	703	4	150	1	30
Total	2 086	5 981	1 902	3 201	185	2 779	46	556

* Les relèves peuvent différer d'un district à l'autre et entre les unités du Grand quartier général.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LE NOMBRE DE NOUVEAUX POLICIERS ENGAGÉS EN 2023-2024 PAR DISTRICT, EN INDIQUANT LE PROVENANCE DES POLICIERS ENGAGÉS (EX : NICOLET, SPVM, SPVQ, ETC.)

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Nombre de policiers engagés entre le 1^{er} avril 2023 et le 31 janvier 2024 : **253**

Répartition du nombre de policiers engagés pour cette même période par district et pour la Direction de la sécurité routière et des réseaux de transport (DSRT) :

DSRT	Est	Nord	Ouest	Sud	Total
32	28	37	76	80	253

Provenance des policiers engagés :

- GRC : 3
- Forces armées canadiennes : 2
- Autres corps de police : 92
- Sans expérience policière : 156

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

VEUILLEZ NOUS FOURNIR, POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, LES DONNÉES CONCERNANT LES DÉPARTS DES POLICIERS ET DES POLICIÈRES, AVANT L'ÂGE DE LA RETRAITE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024, 20 policiers ont quitté pour la retraite avant le nombre d'années de service requis pour une retraite sans réduction.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

VEUILLEZ NOUS FOURNIR LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE POUR 2023-2024, VENTILÉS PAR CORPS DE POLICE ET PAR CATÉGORIE D'EMPLOI.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024, il y a eu 127 départs policiers à la retraite.

Catégorie d'emploi	Nombre
Directeur général adjoint	1
Inspecteur-chef	2
Inspecteur	1
Capitaine	4
Lieutenant	13
Sergent	67
Agent	39
Total général	127

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE (DIRECTEURS, INSPECTEURS, CAPITAINES, ETC.) POUR LES POLICIERS, ET (CADRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, ETC.),
POUR LES CIVILS AU 31 MARS 2024.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

<u>EFFECTIFS POLICIERS (en place au 31 janvier 2024)</u>		<u>EFFECTIFS CIVILS RÉGULIERS (en place au 31 janvier 2024)</u>	
Directeur général	1		
Directeurs généraux adjoints	5		
Inspecteurs-chefs	17	Cadres	74
Inspecteurs	34	Professionnels	641
Capitaines	76	Techniciens	437
Lieutenants	214	Personnel de bureau	900
Sergents	2 246	Ouvriers	34
Agents et agents sur horaires variables	3 388		
TOTAL	5 981	TOTAL	2 086

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LES PRINCIPALES ATTRIBUTIONS DU PERSONNEL POLICIER (PATROUILLE, ENQUÊTE, SOUTIEN OPÉRATIONNEL, ADMINISTRATIF OU GESTION) AU
31 MARS 2024.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

<u>RÉPARTITION DE L'EFFECTIF POLICIER RÉGULIER (en place au 31 janvier 2024)</u>	
Direction générale	123
Administration*	179
Enquêtes criminelles	1 846
Surveillance du territoire	3 833
TOTAL :	5 981

* Cette catégorie regroupe les instructeurs de l'ENPQ, le personnel libéré pour activités syndicales ainsi que les membres non assignés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LA RÉPARTITION DÉTAILLÉE DES INTERVENTIONS EN SÉCURITÉ ROUTIÈRE (CONSTATS D'INFRACTION [PROVINCIAUX/MUNICIPAUX], VÉRIFICATION TECHNIQUE, CAPACITÉS AFFAIBLIES, CONDUITE DANGEREUSE, ETC.) POUR LA PÉRIODE 2023-2024 ET INDIQUER LE NOMBRE DE CONSTATS D'INFRACTION ÉMIS PAR LES POLICIERS DE LA SQ DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2023 SUR LES ROUTES ENTRETENUES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET SUR LES ROUTES ENTRETENUES PAR UNE MUNICIPALITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2023 :			
Constats d'infraction :		<u>Autoroutes</u>	<u>Autre route numérotée ou non numérotée</u>
Provinciaux	172 862	106 336	66 526
Municipaux	182 676	1 739	180 937
Avis de vérification technique	92 104		
Avis de vérification mécanique	6 008		
Conduite dangereuse	1 024		
Capacité de conduite affaiblie	6 596		
Délits de fuite	6 414		
TOTAL	467 684		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LE NOMBRE D’HEURES ET LES COÛTS, PAR POSTE, DU TEMPS SUPPLÉMENTAIRE EFFECTUÉ À LA SQ, EN PRÉCISANT LE TYPE D’ACTIVITÉ AUQUEL EST RELIÉ LE TEMPS SUPPLÉMENTAIRE POUR LA PÉRIODE 2023-2024*.FOURNIR LA VENTILATION SALARIALE POUR CHAQUE SEGMENT.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : SÛRETÉ DU QUÉBEC

	OPÉRATIONS RÉGULIÈRES									Opérations Spéciales 45	TOTAL HEURES EFFECTUÉES
	Formation ** (temps de déplacement)	Présence à la cour 55-56-57	Détection 30	Drogues et stupéfiants 22	Sécurité routière 10 - 25	Patrouille préventive 65	Autre travail policier 50	Présence postes MRC 85	Divers ** 15-21-23 24-40-49-60		
DISTRICTS ET RÉGIONS											
District Sud	155	45	60		22	3	309	23	2 642	4 346	7 604
Région Montérégie	1 540	2 018	12 545	374	2 282	397	2 243	45 649	2 899	52 950	122 897
Région Estrie - Centre du Québec	1 834	1 996	8 801	1 191	2 402	1 101	2 149	44 593	4 478	61 335	129 880
District Est	149	128	581	657	155	6	253	12	1 158	3 888	6 986
Région Capitale Nationale - Chaudière - Appalaches	2 041	2 781	12 109	1 143	3 066	636	2 113	35 443	2 192	68 400	129 924
Région Bas Saint laurent - Gaspésie - Îles de la Madeleine	2 064	3 085	9 659	1 732	1 578	1 843	2 579	42 803	2 946	36 337	104 626
District Ouest	364	81	166	1	38		253	18	2 816	5 937	9 674
Région Mauricie - Lanaudière	1 435	2 057	9 292	119	1 019	1 958	1 665	48 615	2 371	93 648	162 179
Région Outaouais - Laurentides	1 512	1 673	11 558	126	8 810	620	1 170	47 487	1 198	65 970	140 124
Région autoroutière du Grand Montréal											0
District Nord	57	29	293	36	820	21	176	598	1 769	12 366	16 165
Région Côte Nord - Saguenay Lac-Saint- Jean	1 889	2 084	6 247	472	4 267	411	682	60 356	1 678	71 084	149 170
Région Abitibi - Témiscamingue - Nord du Québec	1 737	1 080	6 293	475	2 945	30	2 012	21 265	2 806	74 016	112 659
Sous-total - districts et régions	14 777	17 056	77 604	6 326	27 405	7 025	15 604	346 862	28 953	550 276	1 091 887
G.Q.G.											
Direction générale	7	34	158		604		2 182	3 867	555	3 714	11 121
Administration	5 410	27	333			15	6 145	2	1 154	3 558	16 644
Enquêtes criminelles	10 252	7 575	83 532	10 979	281	31	4 139	347	4 899	341 142	463 177
Surveillance du territoire	3 417	2 057	4 291	16	9 107	26 756	3 000	6 344	2 597	106 831	164 416
Sous-total - GQG	19 086	9 693	88 314	10 995	9 992	26 802	15 466	10 560	9 205	455 245	655 358
TOTAL - S.Q.	33 863	26 749	165 917	17 321	37 397	33 827	31 070	357 422	38 158	1 005 521	1 747 245
%	1,94%	1,53%	9,50%	0,99%	2,14%	1,94%	1,78%	20,46%	2,18%	57,55%	100,00%

* Temps supplémentaire policiers au 31 janvier 2024.

** Incluant les activités suivantes : 15 (transport routier), 21 (moralité), 23 (alcool), 24 (jeux et loterie), 40 (protection et surveillance), 49 (bloc cellulaire - gardiennage) et 60 (travail de bureau)

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES ENREGISTRÉES DANS SITHAR, PAR CODE (EX : OPÉRATION D'URGENCE, PRÉSENCE MINIMALE MRC, ETC.) PAR MOIS ET PAR ANNÉE, POUR 2021-2022, 2022-2023 ET 2023-2024. VEUILLEZ ÉGALEMENT NOUS FOURNIR LA LISTE DES CODES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 123 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LE NOMBRE D'HEURES ET LES COÛTS, PAR DISTRICT, DU TEMPS SUPPLÉMENTAIRE OBLIGATOIRE EFFECTUÉ À LA SÛRETÉ DU QUÉBEC POUR 2023-2024. FOURNIR LA VENTILATION DE CES DONNÉES PAR DISTRICT.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La Sûreté ne dispose pas de l'information demandée (nombre d'heures effectuées en temps supplémentaire obligatoire (TSO) par les membres de la Sûreté pour 2023-2024).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LE NOMBRE D'HEURES EN TEMPS SUPPLÉMENTAIRE ENREGISTRÉES DANS SITHAR POUR « PRÉSENCE MINIMALE MRC ». VEUILLEZ NOUS FOURNIR L'INFORMATION
PAR MOIS, DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2017.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Nombre d'heures en temps supplémentaire enregistrées dans SITHAR pour « présence minimale poste MRC » pour l'année financière 2023-2024 (au 31 janvier 2024) :		
Avril 2023	:	25 028
Mai 2023	:	26 993
Juin 2023	:	32 440
Juillet 2023	:	54 058
Août 2023	:	56 225
Septembre 2023	:	35 294
Octobre 2023	:	31 712
Novembre 2023	:	30 902
Décembre 2023	:	38 248
Janvier 2024	:	26 522
Total		----- 357 422

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LES POLICIERS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, VEUILLEZ NOUS FOURNIR LE NOMBRE DE POLICIERS EN ARRÊT DE TRAVAIL, VENTILÉS PAR TYPE D'EMPLOI (PATROUILLEURS, ENQUÊTEURS, ETC.) PAR RÉGION ET PAR TYPE D'ARRÊT DE TRAVAIL (SANTÉ MENTALE, BLESSURE, ETC.)

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

En date du 31 janvier 2024, 184 policiers étaient en arrêt de travail de plus de 3 jours.

Par corps d'emploi	
Agent et sous-officier	180
Officiers	4
Total	184

Par région	
Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	23
Estrie-centre du Québec	11
Grand Quartier Général (MTL):	59
Montréal	14
Abitibi-Témiscamingue-Nord-Du-Québec	10
Région Autoroutier-Grand Montréal	1
Bas St-Laurent-Gaspésie-Iles de la Madelaine	12
Côte-Nord Saguenay-Lac-St-Jean	21
Mauricie-Lanaudière	22
Outaouais-Laurentides	11
Total	184

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LES POLICIERS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, VEUILLEZ NOUS FOURNIR LE NOMBRE DE POLICIERS EN ARRÊT DE TRAVAIL, VENTILÉS PAR TYPE D'EMPLOI (PATROUILLEURS, ENQUÊTEURS, ETC.) PAR RÉGION ET PAR TYPE D'ARRÊT DE TRAVAIL (SANTÉ MENTALE, BLESSURE, ETC.)

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Par regroupement de diagnostic	
Chirurgie	9
Médecine (incluant neuro, infection, autres)	29
Musculo-squelettique	53
Oncologie	4
Santé psychologique	89
Total	184

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

VEUILLEZ FOURNIR LA LISTE DES MESURES MISES EN PLACE PAR LA SQ POUR OFFRIR DU SOUTIEN EN SANTÉ MENTALE POUR SES POLICIERS ET L'ENSEMBLE DE SON PERSONNEL. POUR CHACUNE DE CES MESURES, VEUILLEZ NOUS FOURNIR LES SOMMES CONSACRÉES PAR LA SQ ET LE NOMBRE DE PERSONNES Y AYANT EU RECOURS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Mesures mises en place	Nombre de personnes y ayant eu accès
Programme de prévention du suicide	Non disponible
Programme du réseau des sentinelles	Non disponible
Programme d'aide aux employés	640
Programme de premiers soins psychologiques (PSP)	Non disponible
Séance de renforts psychologiques	34
Programme de services spécialisés	746
Programme de bilan et d'aide psychologique adaptée (BAPA);	301
Accompagnement d'employés et des gestionnaires;	994
Le coût total des mesures en santé mentale s'élève à 846 472\$ au 31 janvier 2024.	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

VEUILLEZ NOUS FOURNIR LA LISTE DES FORMATIONS NÉCESSITANT UNE REQUALIFICATION ANNUELLE. POUR CHACUNE DES FORMATIONS, VEUILLEZ NOUS INDIQUER : A) LE POURCENTAGE DES EMPLOYÉS AYANT FAIT LA REQUALIFICATION DANS LES DÉLAIS REQUIS EN 2023-2024, PAR CORPS D'EMPLOI ; B) POUR LES EMPLOYÉS N'AYANT PAS FAIT LA QUALIFICATION DANS LES DÉLAIS REQUIS, VEUILLEZ NOUS INDIQUER LE POURCENTAGE D'ENTRE EUX AYANT UNE QUALIFICATION DATANT DE 2 ANS, 3 ANS, 4 ANS ET 5 ANS ET PLUS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Le tableau ci-après présente la liste des 37 formations nécessitant une requalification annuelle et dresse le portrait de la requalification des effectifs à ces formations au 31 janvier 2024.

Il est à noter que les assignations, mutations, promotions et déplacements de personnel au sein de l'organisation affectent la fiabilité des données et il faut rester prudent dans l'interprétation des résultats. À titre d'exemple, advenant une mutation, un membre du personnel qualifié sur une formation spécialisée ne sera pas nécessairement requalifié, mais il sera toujours inclus dans le portrait. Pour éviter certains biais au niveau de l'interprétation, les données sur la requalification sont présentées en pourcentages et en nombres absolus.

Plus de 130 corps d'emploi différents se retrouvent dans les statistiques de requalification présentées.

		Nombre de membres éligibles à la requalification	Requalifiés dans les délais requis	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans ou plus ¹
231-0504	Tir au pistolet - Requalification (216-207-07)	5709	4139 (72%)	927 (16%)	342 (6%)	96 (2%)	205 (4%)
232-0254	Carabine – Plateforme AR – Requalification (216-302-19)	580	361 (62%)	96 (17%)	53 (9%)	34 (6%)	36 (6%)
232-0255	Arme à impulsions électriques X2 - Utilisateur - Requalification (214-303-18 et 214-306-20)	1143	724 (63%)	139 (12%)	127 (11%)	64 (6%)	89 (8%)
231-0985	Arme intermédiaire d'impact à projectile B&T GL06 - Requalification	30	14 (47%)	6 (20%)	0 (0%)	0 (0%)	10 (33%)
232-0225	Armes intermédiaires d'impact – Le maître-instructeur– Requalification (215-915-20)	2	2 (100%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)
232-0281	Didactique de l'intervention physique - Le maître-instructeur - Requalification (214-802-20)	1	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	1 (100%)
232-0160	Tir au pistolet - Le maître-instructeur - Requalification (216-805-20)	4	4 (100%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	1 (50%)
231-0032	MRO - Enquêteur - Requalification	61	34 (56%)	16 (26%)	11 (18%)	0 (0%)	0 (0%)
231-0502	MRO - Armes intermédiaires d'impact à projectiles - utilisateur (Requalification)	2	0 (0%)	1 (50%)	0 (0%)	0 (0%)	1 (50%)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

VEUILLEZ NOUS FOURNIR LA LISTE DES FORMATIONS NÉCESSITANT UNE REQUALIFICATION ANNUELLE. POUR CHACUNE DES FORMATIONS, VEUILLEZ NOUS INDiquer : A) LE POURCENTAGE DES EMPLOYÉS AYANT FAIT LA REQUALIFICATION DANS LES DÉLAIS REQUIS EN 2023-2024, PAR CORPS D'EMPLOI ; B) POUR LES EMPLOYÉS N'AYANT PAS FAIT LA QUALIFICATION DANS LES DÉLAIS REQUIS, VEUILLEZ NOUS INDiquer LE POURCENTAGE D'ENTRE EUX AYANT UNE QUALIFICATION DATANT DE 2 ANS, 3 ANS, 4 ANS ET 5 ANS ET PLUS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

231-0566	MRO - Agent arrestation - Requalification	51	32 (63%)	5 (10%)	6 (12%)	0 (0%)	8 (16%)
231-0567	MRO - Membre bouclier - Requalification	402	169 (42%)	38 (9%)	62 (15%)	19 (5%)	114 (28%)
231-0571	MRO - Officier et sous-officier - Requalification	35	15 (43%)	11 (31%)	5 (14%)	1 (3%)	3 (9%)
231-0573	MRO - Préposé aux irritants chimiques - Requalification	108	21 (19%)	10 (9%)	3 (3%)	3 (3%)	71 (66%)
231-1030	MRO - USIO - Unité spécialisée d'interventions outillées - Requalification	9	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	8 (89%)	1 (11%)
231-1140	MRO – Équestre	4	4 (100%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)
231-0943	Appareils respiratoires autonomes (APRIA) - Requalification	2	2 (100%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)
231-0989	Arme de poing tir avancé - GTI - Requalification	1	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	1 (100%)
231-0993	Arme d'entrée et de support avancée GTI - Requalification	33	7 (21%)	6 (18%)	17 (52%)	0 (0%)	3 (9%)
231-0995	Arme intermédiaire d'impact à projectiles - GTI - Requalification	16	7 (44%)	2 (13%)	7 (44%)	0 (0%)	0 (0%)
231-0997	Tir d'élite longue portée .338 - GTI - Requalification	8	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	5 (63%)	3 (38%)
231-1004	Tireur d'élite-nuit - Requalification	8	0 (0%)	0 (0%)	6 (75%)	2 (25%)	0 (0%)
231-1005	Arme de support de nuit - Requalification	45	25 (56%)	1 (2%)	16 (36%)	0 (0%)	3 (7%)
231-1102	Techniques de défense - Mise à jour annuelle	17	14 (82%)	0 (0%)	3 (18%)	0 (0%)	0 (0%)
231-1143	Patrouille à cheval - requalification	10	10 (100%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)
231-0806	Contrôle d'hémorragie (Tactical Emergency Casualty Care - TECC)	81	31 (38%)	0 (0%)	0 (0%)	8 (10%)	42 (52%)
234-2284	Administration des antidotes contre les agents neurotoxiques	34	19 (56%)	12 (35%)	0 (0%)	0 (0%)	3 (9%)
Note 1 : Les effectifs non requalifiés à la suite d'un changement d'assignations, mutations, promotions et déplacements de personnel au sein de l'organisation biaisent le portrait.							

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

EFFECTIF AFFECTÉ AU BUREAU DU CONTRÔLEUR DES ARMES À FEU DU QUÉBEC.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Au 31 janvier 2024, les effectifs totaux dédiés au Bureau du contrôle des armes à feu et des explosifs (BCAFE) étaient de 92.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE 16 JANVIER 2023 MARQUAIT LE DÉBUT DES ACTIVITÉS DU CENTRE QUÉBÉCOIS DE DÉPISTAGE DES ARMES À FEU (CQDAAF), MIS EN PLACE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC. VEUILLEZ NOUS INDIQUER : A) LE BILAN DES ACTIVITÉS DU CQDAAF; B) LA LISTE DES DEMANDES DE DÉPISTAGE FORMULÉES PAR TOUS LES CORPS DE POLICE DU QUÉBEC EN INDIQUANT LE CORPS DE POLICE VISÉ; C) LE NOMBRE D'ARMES À FEU QUI ONT ÉTÉ SOUMISES POUR DÉPISTAGE, VENTILÉ PAR RÉGION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) LA LISTE DES ACTIVITÉS DU CQDAAF

- Identification d'armes à feu
- Dépistage d'armes à feu (Démarche d'enquête effectuée afin d'identifier la provenance et/ou le dernier possesseur légitime de l'arme à feu)
- Rédaction des rapports de dépistage
- Analyse et renseignement criminel afin d'identifier de possibles trafiquants d'armes à feu
- Suivi des tendances en matière d'approvisionnement en armes à feu et en dispositifs prohibés au Québec
- Liaison avec les diverses agences pouvant être impliquées dans un dossier
- Ouverture d'enquête afin de valider le potentiel d'une enquête de trafic d'arme à feu

B) LA LISTE DES DEMANDES DE DÉPISTAGE FORMULÉES PAR TOUS LES CORPS DE POLICE DU QUÉBEC EN INDIQUANT LE CORPS DE POLICE VISÉ

Période : 16 janvier 2023 au 31 janvier 2024

- Agence des services frontaliers du Canada = 35 armes à feu
- Bureau des enquêtes indépendantes = 1 arme à feu
- Direction de la police de Trois-Rivières = 24 armes à feu
- Eeyon Eenou Police Force = 14 armes à feu
- Gendarmerie Royale du Canada = 29 armes à feu
- Kahnawake Peacekeepers = 6 armes à feu
- Nunavik Police Service = 8 armes à feu
- Régie Intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent = 9 armes à feu
- Régie Intermunicipale de police Roussillon = 148 armes à feu
- Régie Intermunicipale de Police Thérèse-De Blainville = 2 armes à feu
- Régie de police de Memphrémagog = 4 armes à feu

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE 16 JANVIER 2023 MARQUAIT LE DÉBUT DES ACTIVITÉS DU CENTRE QUÉBÉCOIS DE DÉPISTAGE DES ARMES À FEU (CQDAAF), MIS EN PLACE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC. VEUILLEZ NOUS INDIQUER : A) LE BILAN DES ACTIVITÉS DU CQDAAF; B) LA LISTE DES DEMANDES DE DÉPISTAGE FORMULÉES PAR TOUS LES CORPS DE POLICE DU QUÉBEC EN INDIQUANT LE CORPS DE POLICE VISÉ; C) LE NOMBRE D'ARMES À FEU QUI ONT ÉTÉ SOUMISES POUR DÉPISTAGE, VENTILÉ PAR RÉGION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- Sécurité publique MRC des Collines-de-l'Outaouais = 2 armes à feu
- Service de police de Châteauguay = 1 arme à feu
- Service de police de la Ville de Bromont = 1 arme à feu
- Service de police de la Ville de Gatineau = 18 armes à feu
- Service de police de la Ville de Granby = 12 armes à feu
- Service de police de la Ville de Lévis = 5 armes à feu
- Service de police de la Ville de Montréal = 340 armes à feu
- Service de police de la Ville de Québec = 71 armes à feu
- Service de police de la Ville de Saint-Eustache = 1 arme à feu
- Service de police de la Ville de Saint-Jérôme = 9 armes à feu
- Service de police de la Ville de Sherbrooke = 15 armes à feu
- Service de police de la Ville de Terrebonne = 25 armes à feu
- Service de police de Lac-Simon = 3 armes à feu
- Service de police de l'Agglomération de Longueuil = 69 armes à feu
- Service de police de Laval = 57 armes à feu
- Service de police de Mirabel = 35 armes à feu
- Service de police de Repentigny = 4 armes à feu
- Service de police de Saguenay = 11 armes à feu
- Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu = 20 armes à feu
- Service de police de Wendake = 3 armes à feu
- Sûreté du Québec – District Est = 415 armes à feu
- Sûreté du Québec – District Nord = 258 armes à feu
- Sûreté du Québec – District Ouest = 612 armes à feu
- Sûreté du Québec – District Sud = 649 armes à feu

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE 16 JANVIER 2023 MARQUAIT LE DÉBUT DES ACTIVITÉS DU CENTRE QUÉBÉCOIS DE DÉPISTAGE DES ARMES À FEU (CQDAAF), MIS EN PLACE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC. VEUILLEZ NOUS INDIQUER : A) LE BILAN DES ACTIVITÉS DU CQDAAF; B) LA LISTE DES DEMANDES DE DÉPISTAGE FORMULÉES PAR TOUS LES CORPS DE POLICE DU QUÉBEC EN INDIQUANT LE CORPS DE POLICE VISÉ; C) LE NOMBRE D'ARMES À FEU QUI ONT ÉTÉ SOUMISES POUR DÉPISTAGE, VENTILÉ PAR RÉGION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

C) LE NOMBRE D'ARMES À FEU QUI ONT ÉTÉ SOUMISES POUR DÉPISTAGE, VENTILÉ PAR RÉGION

Période : 16 janvier 2023 au 31 janvier 2024

- 01 – Bas-Saint-Laurent = 56 armes à feu
- 02 – Saguenay-Lac-Saint-Jean = 157 armes à feu
- 03 – Capitale-Nationale = 225 armes à feu
- 04 – Mauricie = 136 armes à feu
- 05 – Estrie = 298 armes à feu
- 06 – Montréal = 402 armes à feu
- 07 – Outaouais = 125 armes à feu
- 08 – Abitibi-Témiscamingue = 45 armes à feu
- 09 – Côte-Nord = 67 armes à feu
- 10 – Nord-du-Québec = 25 armes à feu
- 11 – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine = 118 armes à feu
- 12 – Chaudière-Appalaches = 104 armes à feu
- 13 – Laval = 82 armes à feu
- 14 – Lanaudière = 303 armes à feu
- 15 – Laurentides = 94 armes à feu
- 16 – Montérégie = 482 armes à feu
- 17 – Centre-du-Québec = 197 armes à feu

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**LE SUIVI APPORTÉ PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC POUR CHACUNE DES RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LA CNESST DANS LE RAPPORT D'INTERVENTION SUITE
AU DÉCÈS DE LA POLICIÈRE MAUREEN BREAU.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Dans le cadre d'une rencontre paritaire tenue le 16 novembre 2023, la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) a présenté à la Sûreté du Québec (la Sûreté) son rapport d'intervention dressé à la suite du décès de la sergente Maureen Breau, survenu le 27 mars dernier 2023 par le fait ou à l'occasion de son travail, à la suite d'une intervention d'arrestation.

Les dérogations émises par la CNESST, au nombre de quatre, portent sur :

1. L'évaluation des risques par la patrouille-gendarmerie lors d'une intervention planifiée;
2. L'évaluation des risques lors d'une intervention non planifiée : méthode et technique de travail sécuritaire;
3. La formation et le maintien des compétences des travailleuses et travailleurs en patrouille-gendarmerie;
4. La supervision des travailleuses et des travailleurs de la patrouille-gendarmerie.

Pour faire suite à ces dérogations, la Sûreté a nommé une mandataire afin de mettre sur pied un comité de travail, lequel est chargé de déposer un projet de plan d'action afin de remédier aux manquements constatés.

En plus d'un comité directeur, un comité de coordination a été formé. Ce dernier regroupe notamment les responsables des quatre sous-comités, chacun dédié à l'un des quatre grands thèmes du rapport. L'aspect santé et sécurité au travail, également traité par les inspecteurs, a aussi été pris en charge. Au total, c'est plus de soixante collaborateurs qui participent aux travaux.

- Le sous-comité Évaluation des risques patrouille-gendarmerie pour les interventions planifiées ou non (dérogations 1 et 2);
- Le sous-comité Formation et maintien des compétences pour la patrouille-gendarmerie (dérogation 3);
- Le sous-comité Supervision patrouille-gendarmerie et organisation du travail (dérogation 4);
- Le sous-comité Santé et sécurité au travail (partie 1 du rapport d'intervention).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LA LISTE DES PROCUREURS QUI ONT TRAVAILLÉ SUR DES DOSSIERS DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE POUR LA DÉFENSE DES POLICIERS, LA LISTE DE CES DOSSIERS ET LEUR CONCLUSION, LA RÉMUNÉRATION DE CES PROCUREURS POUR LA PÉRIODE 2023-2024, AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

NOM DE L'AVOCAT OU DE LA FIRME	SOMMES POUR LA DÉONTOLOGIE SEULEMENT DU 1 ^{er} AVRIL 2023 AU 31 JANVIER 2024
Boisjoly, Bédard & associés inc.	5 341 \$
Boucher Cabinet d'avocats	4 391 \$
Conseiller Fiset & Associés	309 579 \$
Desjardins, Tristan (avocat)	8 411 \$
Dussault De Blois Lemay Beaudesne s.e.n.c.r.l.	19 021 \$
Étude Légale N Touma inc.	11 763 \$
Marco Gaggino Avocat inc.	176 510 \$
Schneider, Girard & Associés s.e.n.c.	3 345 \$
Schneider, Philip (avocat)	2 594 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

PRODUIRE LE PLAN TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS (AGRANDISSEMENT, RÉNOVATION OU CONSTRUCTION) POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC. COPIE DE LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE À LA SUITE DE LA RÉFLEXION QUI S'EST POURSUIVIE AU COURS DE L'EXERCICE 2023-2024.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

EMPLACEMENT	Coût \$
GRAND QUARTIER GÉNÉRAL	
Remplacement des systèmes de contrôle d'accès et de clés du Grand quartier général	3 882 000
CÔTE-NORD	
Reconstruction du poste de Blanc-Sablon	7 825 000
ESTRIE-CENTRE-DU-QUÉBEC	
Construction du poste de la MRC de Brome-Missisquoi (Dunham)	17 547 400
Construction du poste de la MRC de la Haute-Yamaska (Waterloo)	17 453 000
Construction d'un poste de la MRC de la Haute-Yamaska (Waterloo) - Provision pour révision de coûts	11 494 000
NORD-DU-QUÉBEC	
Construction du poste de police de Chapais-Chibougamau	24 850 000
DIVERSES RÉGIONS	
Études de projet	2 000 000
TOTAL	85 051 400

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LA CYBERCRIMINALITÉ, VEUILLEZ NOUS INDIQUER POUR 2023-2024 ET LES 5 DERNIÈRES ANNÉES: A) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AFFECTÉS À LA CYBERCRIMINALITÉ; B) L'EFFECTIF DÉVOLU AUX ENQUÊTES SUR LA CYBERCRIMINALITÉ PAR CORPS D'EMPLOI; C) LE NOMBRE DE PLAINTES OFFICIELLES DÉPOSÉES CONCERNANT DES DOSSIERS DE CYBERCRIMINALITÉ, PAR TYPE DE FRAUDE; D) LE NOMBRE DE SIGNALEMENTS CONCERNANT DES CAS DE CYBERCRIMINALITÉ, PAR TYPE DE FRAUDE; E) LE NOMBRE D'ENQUÊTES OUVERTES CONCERNANT DES DOSSIERS DE CYBERCRIMINALITÉ; F) LE NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) Voir la réponse à la question B)						
B)	<u>2023-2024</u> (29 février 2024)	<u>2022-2023</u> (28 février 2023)	<u>2021-2022</u> (28 février 2022)	<u>2020-2021</u> (28 février 2021)	<u>2019-2020</u> (31 mars 2020)	<u>2018-2019</u> (28 février 2019)
<u>Vigie de la cybercriminalité</u>						
Policiers SQ	37	26	30	28	23	29
Civils SQ	6	11	10	13	12	15
	43	37	40	41	35	44
<u>Enquêtes sur l'exploitation sexuelle des enfants sur l'internet</u>						
Policiers SQ	22	26	23	26	23	25
Civils SQ	2	3	2	3	5	5
Policiers GRC	2	2	1	1	0	1
	26	31	26	30	28	31
<u>Extraction de données</u>						
Policiers SQ	28	28	26	24	23	30
Civils SQ	7	4	8	10	9	9
	35	32	34	34	32	39
<u>Total</u>						
Policiers SQ	87	80	79	78	69	84
Civils SQ	15	18	20	26	26	29
Policiers GRC	2	2	1	1	0	1
	104	100	100	105	95	114

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LA CYBERCRIMINALITÉ, VEUILLEZ NOUS INDIQUER POUR 2023-2024 ET LES 5 DERNIÈRES ANNÉES: A) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AFFECTÉS À LA CYBERCRIMINALITÉ; B) L'EFFECTIF DÉVOLU AUX ENQUÊTES SUR LA CYBERCRIMINALITÉ PAR CORPS D'EMPLOI; C) LE NOMBRE DE PLAINTES OFFICIELLES DÉPOSÉES CONCERNANT DES DOSSIERS DE CYBERCRIMINALITÉ, PAR TYPE DE FRAUDE; D) LE NOMBRE DE SIGNALEMENTS CONCERNANT DES CAS DE CYBERCRIMINALITÉ, PAR TYPE DE FRAUDE; E) LE NOMBRE D'ENQUÊTES OUVERTES CONCERNANT DES DOSSIERS DE CYBERCRIMINALITÉ; F) LE NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- C) Nombre de plaintes officielles déposées
- D) Nombre de signalements
- E) Nombre d'enquêtes ouvertes
- F) Nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations

Les systèmes de la Sûreté ne permettent pas de répondre aux questions formulées puisqu'il n'est pas possible de ventiler les données relatives aux infractions qui ont été perpétrées au moyen d'une technologie et dans le cyberspace. Soulignons qu'une forte proportion de crimes sont commis à l'aide d'un ordinateur (ex. menaces via les médias sociaux, intimidation) et d'autres où l'ordinateur est la cible (ex. un rançongiciel). La Division des enquêtes spécialisées en cybercriminalité et crimes financiers (DESCCF) n'est pas en mesure de ventiler l'ensemble des dossiers où l'ordinateur est un outil pour commettre un crime, puisqu'elle demeure en assistance dans plusieurs cas, et n'est pas systématiquement impliquée dans tous les dossiers où un ordinateur a permis la commission d'une infraction. Des démarches sont en cours pour apporter des modifications au module d'information policière (MIP) afin d'éventuellement pouvoir extraire ce type de données.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA CYBERCRIMINALITÉ, VEUILLEZ NOUS DIRE LA LISTE DES MESURES MISES EN PLACE OU DES CAMPAGNES DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION DE LA POPULATION ENVERS LA CYBERCRIMINALITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

MESURES EN PRÉVENTION DE LA CYBERCRIMINALITÉ

Plusieurs programmes, projets et outils préventifs ont été diffusés à la population en 2023-2024 :

Trousse CyberSûreté

La Sûreté a développé en 2017 la Trousse CyberSûreté (mise à jour annuellement) afin de sensibiliser la clientèle interne et externe sur les risques associés à l'utilisation d'Internet, la cybercriminalité et les mesures de prévention à adopter pour se protéger.

La Trousse s'adresse aux élèves du niveau primaire (6 à 12 ans), aux élèves du niveau secondaire (13 à 17 ans), aux parents, aux intervenants et à la population générale.

La Trousse inclut :

- Des présentations par niveau scolaire (parmi les derniers outils développés) :
 - o Mission Sécuri-T (5^e et 6^e année) : Cet outil, mis à jour annuellement, rappelle les dangers liés à l'utilisation d'Internet, mais vise principalement à sensibiliser les enfants aux phénomènes de la cyberintimidation, du sextage et de la violence dans les relations amoureuses. Une version adaptée pour les communautés autochtones est également disponible;
 - o Mission Techno-LOGIQUE (1^{re} et 2^e secondaire) : Cet outil, mis à jour annuellement, vise à sensibiliser les adolescents aux répercussions que peut avoir la divulgation de renseignements sur Internet, à les conscientiser aux conséquences de l'imprudence en ligne (ex. conséquences d'activer la géolocalisation sur leurs appareils) et à les conseiller sur quoi faire en cas de cyberintimidation en ligne. Une version adaptée pour les communautés autochtones est également disponible;
 - o La violence entre partenaires intimes chez les adolescents (3^e, 4^e et 5^e secondaire) : À partir de la vidéo « 24 heures textos » conçue par l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes (en collaboration avec le Y des femmes de Montréal), l'outil présente l'évolution d'une relation amoureuse entre deux adolescents. Il a pour principaux objectifs de sensibiliser les jeunes à la violence entre partenaires intimes en abordant des notions relatives aux relations saines et malsaines, de consentement, d'intimidation ainsi que de cyberharcèlement.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA CYBERCRIMINALITÉ, VEUILLEZ NOUS DIRE LA LISTE DES MESURES MISES EN PLACE OU DES CAMPAGNES DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION DE LA POPULATION ENVERS LA CYBERCRIMINALITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- Des fiches d'informations destinées aux policiers et au grand public, par exemple :
 - o Fiche J'expose des solutions : Traite de la problématique de la cyberintimidation, dont le phénomène « Tik Tok J'expose ». L'outil est destiné aux élèves, aux parents ainsi qu'aux intervenants scolaires;
 - o Fiche Tik Tok : les principaux risques : Traite de l'utilisation de l'application.
- Outils pour les parents :
 - o Guide Mission parents informés : Vise à informer les parents des risques liés à l'utilisation des récentes technologies et à leur fournir des conseils;
 - o Ressources à consulter : Vise à informer des ressources disponibles concernant les risques liés à l'utilisation des récentes technologies et des dangers associés à l'utilisation d'Internet.

Trousse en prévention de la fraude

Cette trousse d'information permet de sensibiliser la clientèle interne et externe à l'adoption de comportements sécuritaires afin de se prémunir contre les fraudes, incluant les cyberfraudes. Des aide-mémoires pour les policiers et des outils de sensibilisation destinés au public (aide-mémoire, présentation PowerPoint, livret, signet, vidéo, affiche) sont inclus dans la Trousse. Parmi les derniers outils développés :

- Présentation Décrypter la fraude (population générale) : Cet outil est destiné à la population générale et aborde l'évolution de la fraude, les situations à risque, les réflexes à adopter et l'importance de déclarer la fraude aux autorités.
- Capsule vidéo SQtv Prévention – 4 conseils d'achats en ligne sécuritaires (population générale) : Cet outil vise à présenter des conseils pertinents aux citoyens afin que ceux-ci protègent adéquatement leurs données personnelles et procèdent à leurs achats en ligne sans inquiétude.

Projet SEXTO

Le projet SEXTO est un partenariat entre les écoles, la Sûreté et le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), qui permet d'intervenir rapidement et efficacement dans les situations de sextage chez les jeunes et ainsi limiter les répercussions importantes qu'elles peuvent occasionner.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA CYBERCRIMINALITÉ, VEUILLEZ NOUS DIRE LA LISTE DES MESURES MISES EN PLACE OU DES CAMPAGNES DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION DE LA POPULATION ENVERS LA CYBERCRIMINALITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La méthode d'intervention SEXTO permet de limiter et de faire cesser la propagation des images d'élèves qui revêtent un caractère sexuel, de réduire le délai d'intervention lorsque ces situations surviennent et d'éviter ou de diminuer les conséquences pour les victimes et les autres jeunes concernés. L'application de cette méthode d'intervention permet également de prévenir et sensibiliser les élèves ainsi que leurs parents au phénomène du sextage chez les adolescents.

Présentation Gang et violence armée : Pièges ou réalités

Cette présentation interactive traite de la problématique des gangs et de la violence armée chez les jeunes du 2^e et 3^e secondaire. L'objectif principal de cet outil est de sensibiliser les jeunes aux conséquences de l'adhésion à un gang, aux conséquences de l'escalade de la violence et aux enjeux entourant les armes. De plus, il tente de sensibiliser les jeunes aux risques des médias sociaux. Un nouveau volet abordant l'exploitation sexuelle a été ajouté à la présentation.

Géolocalisation et médias sociaux : outils de sensibilisation

Ces outils de prévention sont destinés aux services policiers, aux intervenantes en maisons d'hébergement pour femmes et aux victimes de violence entre partenaires intimes. Ils visent à sensibiliser aux dangers que représente la fonction de géolocalisation. Les outils sont présentés sous différents formats (affiche, dépliant, fiches multilingues, fiches conservation de la preuve, guide, etc.) et sont traduits en plusieurs langues.

La cyberviolence dans les relations amoureuses des jeunes

Ces outils (vidéos, fiches et guide) ont comme objectif principal d'informer les parents des diverses procédures du système judiciaire en matière jeunesse et des dispositions du Code criminel dans les cas de cyberviolence dans les relations amoureuses.

UNITÉ sans violence, exprimez-vous!

Le programme UNITÉ sans violence, exprimez-vous! (USV) vise à inciter les élèves de 5^e et 6^e année du primaire à prendre l'engagement de ne pas accepter la (cyber)violence et de s'exprimer adéquatement. Le programme n'est pas disponible au secondaire. Les membres de chaque UNITÉ sans violence deviennent des ambassadeurs et s'engagent à rencontrer les autres élèves pour leur parler du programme et de leurs engagements. Ils remettent aux élèves qui ont des comportements pacifiques des billets de récompense. À la fin du mois, des tirages de prix ont lieu parmi les ambassadeurs et les élèves ayant reçu des billets.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LA CYBERCRIMINALITÉ, VEUILLEZ NOUS DIRE LA LISTE DES MESURES MISES EN PLACE OU DES CAMPAGNES DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION DE LA POPULATION ENVERS LA CYBERCRIMINALITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Atelier *La force de s'exprimer*

Cet outil a été conçu dans le cadre de l'actualisation du programme USV. Il prend la forme d'ateliers d'échanges avec les élèves 5^e et 6^e année du primaire sur des moyens pour les aider à réagir adéquatement lorsqu'ils sont confrontés à des situations violentes (incluant la cyberviolence). Quatre capsules vidéo sont visionnées en classe. Chacune des capsules illustre une situation de violence vécue en milieu scolaire. Pour chacune d'elles, trois façons différentes de réagir sont proposées. Des questions et réponses sont suggérées pour guider les échanges avec les élèves.

CLIPS-INTIMIDATION

Cet outil a été conçu par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Il est destiné aux élèves du premier cycle du secondaire (secondaire 1 et 2) et aux parents d'enfants âgés de 9 à 13 ans (3^e cycle du primaire et 1^{er} cycle du secondaire). L'outil CLIPS-INTIMIDATION vise à favoriser l'établissement de relations saines et harmonieuses chez les élèves afin de prévenir et de combattre la (cyber)intimidation et la violence à l'école.

Programme Aîné-Avisé

Ce programme demeure sous la responsabilité du Réseau FADOQ et vise à offrir aux aînés des séances d'information adaptées à leurs besoins sur la fraude et la maltraitance. Certains des sujets offerts traitent de cybercriminalité (fraude sur Internet, vol d'identité, cyberintimidation, etc.). La particularité des séances d'information Aîné-Avisé réside dans leur formule unique d'animation, qui combine le savoir d'un professionnel et l'expérience d'un aîné bénévole. Deux nouvelles capsules ont été développées en novembre 2023 :

- Cœur vigilant, fraudeur perdant : cette capsule aborde la fraude amoureuse;
- Ce n'est pas ça de l'amour : cette capsule aborde la maltraitance sexuelle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA CYBERCRIMINALITÉ, VEUILLEZ NOUS DIRE LA LISTE DES MESURES MISES EN PLACE OU DES CAMPAGNES DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION DE LA POPULATION ENVERS LA CYBERCRIMINALITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Notre mission policière : votre sécurité!

Cet outil de rapprochement est destiné aux groupes ethnoculturels (population générale, travailleurs temporaires, jeunes). Il prend la forme de présentations visant à informer et à sensibiliser les participants sur la mission policière et sur les enjeux de sécurité au quotidien. L'outil inclut aussi un volet « prévention de la criminalité », incluant la cybercriminalité, et un volet « prévention en sécurité routière ».

Webinaires en prévention de la cybercriminalité (2023-2024)

Tenue de webinaires auprès des coordonnateurs régionaux en police communautaire (CRPC), des coordonnateurs locaux en police communautaire (CLPC) et des policiers assignés au Programme d'intervention en milieu scolaire (PIMS).

- Gang et violence armée : exploitation sexuelle (25 octobre 2023);
- Trousse de sensibilisation aux réalités ethnoculturelles et de rapprochement avec les communautés (25 octobre 2023);
- Décrypter la fraude (22 février 2024).

Tenue de webinaires dans le cadre du Mois de la prévention de la fraude auprès d'intervenants régionaux en maltraitance, de personnes âgées et de commerçants au détail.

- Être vigilant, c'est payant! (21 mars 2024)

L'Odyssée de la cybercriminalité : les alliances stratégiques d'hier à demain

Cette présentation diffusée en plénière lors du séminaire Intersection 2023 s'adresse aux membres policiers et civils des organisations participant au séminaire. Les avancées technologiques, les risques liés à l'exposition des jeunes au contenu proposé en ligne, les complexités d'enquête et l'avenir de la prévention sont tous des sujets abordés dans cette présentation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LA CYBERCRIMINALITÉ, VEUILLEZ NOUS DIRE LA LISTE DES MESURES MISES EN PLACE OU DES CAMPAGNES DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION DE LA POPULATION ENVERS LA CYBERCRIMINALITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Campagnes préventives dans les médias sociaux

À l'occasion de campagnes préventives (ex. Semaine de la prévention de la criminalité, Mois de la prévention de la fraude, Mois de la sensibilisation à la cybersécurité), la Sûreté diffuse des publications dans les médias sociaux en matière de cybercriminalité. Parmi les publications récentes visant la cybercriminalité :

- 27 avril 2023 et 3 octobre 2023 : publications sur le thème de la cyberintimidation et qui propose le visionnement de la capsule vidéo *Invincible derrière un clavier?* de la chaîne SQtv;
- 13 juillet 2023 : publication adressée aux parents sur le thème de la sextorsion et qui propose des ressources d'aide;
- 8 septembre 2023 : publication mettant en garde les citoyens contre un courriel frauduleux prétendant provenir de la Sûreté du Québec;
- 18 septembre 2023 : publication sur le partage de photos intimes et qui propose le visionnement de la capsule vidéo *Des images qui peuvent vous mettre dans le trouble* de la chaîne SQtv;
- 9 novembre 2023 : publication pour la Semaine de la prévention de la criminalité sur la thématique de la fraude visant spécifiquement les personnes âgées;
- 22 novembre 2023 : publication sur le thème des rabais en ligne et qui rappelle les gestes à poser pour faire des achats sécuritaires;
- 7 décembre 2023 : publication sur le thème des achats en ligne et qui propose le visionnement de la capsule vidéo *4 conseils d'achats en ligne sécuritaires* de la chaîne SQtv Prévention;
- 28 janvier 2024 : publication pour la Journée mondiale de la protection des données qui rappelle des conseils pour renforcer sa sécurité en ligne.

Partenariat avec le Centre canadien de protection de l'enfance

La Sûreté collabore depuis plusieurs années avec le Centre canadien de la protection de l'enfance (CCPE). Le CCPE rend disponibles plusieurs outils de prévention en fonction de l'âge du jeune, dont des fascicules, des livrets d'activités et des brochures. Le CCPE gère également deux plateformes de signalement en ligne : *AidezMoiSVP.ca* et *Cyberaide.ca*, auxquelles réfèrent la Sûreté dans ses outils préventifs.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES CONCERNANT L'UTILISATION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (PHOTO PRODUITE GRÂCE À L'AIDE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, PORNOGRAPHIE, FRAUDE CHEZ LES ÂÎNÉS, ETC .)

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Les systèmes de la Sûreté ne permettent pas de répondre à la question formulée puisqu'il n'est pas possible d'isoler les données relatives aux infractions qui ont été perpétrées au moyen de l'intelligence artificielle. Soulignons que l'utilisation de cette technologie dans la commission de crime est relativement récente et que la Sûreté s'adapte à cette tendance.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT L'UTILISATION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, VEUILLEZ IDENTIFIER L'ENSEMBLE DES MESURES MISES EN PLACE À LA SQ POUR LUTTER CONTRE LE CRIME LIÉ À L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (EX : FORMATION, ÉTUDE, ÉQUIPE SPÉCIALISÉE, ETC .)

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La Sûreté collabore étroitement avec le ministère de la Cybersécurité et du numérique et les acteurs impliqués dans la lutte à la cybercriminalité à l'échelle internationale pour ajuster ses stratégies d'enquêtes en fonction des évolutions constantes dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA). Cette coopération permet d'échanger sur les bonnes pratiques et de développer des approches efficaces pour contrer les activités criminelles exploitant l'IA.

La Sûreté dispose notamment d'une équipe de recherche et développement à l'affût des avancées technologiques telle que l'IA. Les membres de cette équipe assistent à des conférences spécialisées (ex. : Hackfest, Cybereco, Cybersommet, etc.) où sont présentées des informations pertinentes sur le sujet.

L'organisation investit également des ressources dans la sensibilisation et la prévention afin de responsabiliser les citoyens quant aux comportements pouvant être commis via le cyberspace. Cette sensibilisation est essentielle pour prévenir les incidents potentiels et pour encourager une utilisation responsable de la technologie.

En bref, la Sûreté demeure vigilante et prête à agir en mobilisant ses ressources internes et en collaborant avec ses partenaires externes pour faire face aux défis émergents du domaine de la technologie.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LES AGRESSIONS SEXUELLES, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LES EFFECTFS DÉDIÉS AUX CAS D'AGRESSION SEXUELLE, VENTILÉS PAR DISTRICT; B) LE NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES POUR AGRESSIONS SEXUELLES EN 2023-2024; C) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À UNE ENQUÊTE EN 2023-2024; D) LE NOMBRE D'ENQUÊTE AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS; E) LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR AGRESSION SEXUELLE EN 2023-2024.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) LES EFFECTFS DÉDIÉS AUX CAS D'AGRESSION SEXUELLE, VENTILÉS PAR DISTRICT La Sûreté ne détient pas d'équipe spécialisée dédiée exclusivement au traitement des dossiers d'agression sexuelle. Ainsi, la responsabilité de ces enquêtes revient essentiellement aux 352 enquêteurs répartis dans les postes MRC. Ces enquêteurs relèvent des quatre Services des enquêtes sur les crimes majeurs (SECM). <u>Enquêteurs susceptibles d'enquêter un dossier d'agression sexuelle</u> • District Sud (Montérégie, Estrie, Centre-du-Québec) : 116 effectifs • District Nord (Abitibi-Témiscamingue, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Côte-Nord) : 60 effectifs • District Ouest (Lanaudière, Laurentides, Mauricie, Outaouais) : 102 effectifs • District Est (Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Bas-Saint-Laurent, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine) : 74 effectifs B) NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES POUR AGRESSIONS SEXUELLES EN 2023-2024 <table><tr><td>Nombre de victimes</td><td>3 780</td></tr><tr><td>Nombre de dossiers</td><td>3 596</td></tr></table> *Données du 1 avril 2023 au 31 janvier 2024		Nombre de victimes	3 780	Nombre de dossiers	3 596
Nombre de victimes	3 780				
Nombre de dossiers	3 596				

CONCERNANT LES AGRESSIONS SEXUELLES, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LES EFFECTIFS DÉDIÉS AUX CAS D'AGRESSION SEXUELLE, VENTILÉS PAR DSITRICT; B) LE NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES POUR AGRESSIONS SEXUELLES EN 2023-2024; C) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À UNE ENQUÊTE EN 2023-2024; D) LE NOMBRE D'ENQUÊTE AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS; E) LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR AGRESSION SEXUELLE EN 2023-2024.

C) NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À UNE ENQUÊTE EN 2023-2024

Une enquête est initiée à la réception de toutes les plaintes d'agression sexuelle reçues. Lorsqu'il s'agit de victimes mineures, l'entente multisectorielle est appliquée entre les procureurs de la Couronne, la Direction de la protection de la jeunesse et le corps de police qui encadre la mise à contribution des intervenants requis, en fonction de la plainte formulée et des victimes impliquées. Selon cette entente, le policier qui reçoit la plainte est responsable d'aviser les partenaires concernés dans les meilleurs délais.

D) NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS

Parmi l'ensemble des dossiers ouverts au cours de l'année financière 2023-2024, 666 dossiers sont maintenant classés sous le statut « mise en accusation ». À noter que cette donnée est sous-estimée considérant notamment les délais d'alimentation et de mise à jour des statuts au Module d'information policière (MIP).

De plus, considérant les délais nécessaires pour réaliser l'enquête et pour l'analyse du dossier par le DPCP, il faut considérer qu'un grand nombre des 3 596 dossiers ouverts au cours de l'année financière 2023-2024 sont toujours sous enquête (826 dossiers) ou en attente d'une décision du procureur (758 dossiers) et ce, en date du 31 janvier 2024.

La donnée ci-haut mentionnée augmentera donc inévitablement au cours des prochains mois.

E) DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR AGRESSION SEXUELLE EN 2023-2024

Les dossiers d'agression sexuelle sont traités prioritairement dès la réception de la plainte. Le délai de réalisation des enquêtes varie largement en fonction de la complexité de chaque dossier. La Sûreté ne tient pas de statistique concernant le délai moyen entre le moment d'une plainte pour agression sexuelle et son traitement. En effet, ce type de criminalité comporte beaucoup trop de variables pour pouvoir en dresser un portrait statistique objectif.

*Données du 1 avril 2023 au 31 janvier 2024

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LE NOMBRE DE FUGUES RAPPORTÉES ET SOLUTIONNÉES, PAR RÉGION, SUR LE TERRITOIRE DE LA SQ ET SUR LES TERRITOIRES DES CORPS DE POLICE
MUNICIPAUX POUR LA PÉRIODE 2023-2024.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

RÉGION	DOSSIERS DE DISPARITIONS (INCLUANT LES FUGUES), POUR 2023-2024, DONT LA SÛRETÉ DU QUÉBEC EST RESPONSABLE		
	TOTAL DES DISPARITIONS	DISPARITIONS LOCALISÉES	DISPARITIONS NON LOCALISÉES
MONTÉRÉGIE	1 093	1 092	1
ESTRIE / CENTRE-DU-QUÉBEC	443	441	2
CAPITALE- NATIONALE / CHAUDIÈRE-APPALACHES	372	372	0
BAS-ST-LAURENT / GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	488	486	2
MAURICIE / LANAUDIÈRE	529	523	6
OUTAOUAIS / LAURENTIDES	413	408	5
COTE-NORD / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	301	299	2
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE / NORD-DU-QUÉBEC	498	497	1
TOTAL	4 137	4 118	19

* Données du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024 (extraction effectuée le 27 février 2024)
Note: Pour les années précédentes, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT L'EXPLOITATION SEXUELLE VEUILLEZ NOUS DIRE: A) L'EFFECTIF DÉDIÉ AUX CAS D'EXPLOITATION SEXUELLE, VENTILÉ PAR DISTRICT; B) LES SOMMES DÉVOLUES À LA LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE, VENTILÉES PAR DISTRICT; C) LE NOMBRE DE SIGNALEMENTS EFFECTUÉS; D) LA VARIATION EN POURCENTAGE DU NOMBRE DE SIGNALEMENTS COMPARATIVEMENT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE; E) LE NOMBRE DE VICTIMES IDENTIFIÉES; F) LE NOMBRE D'ENQUÊTES OUVERTES; G) LE NOMBRE D'ENQUÊTES FERMÉES N'AYANT PAS MENÉ À DES ACCUSATIONS; H) LE NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) Nombre d'effectifs :

Voir la réponse à la question 135 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

B) Coûts de la lutte à l'exploitation sexuelle:*

	<u>2023-2024**</u>
Salaires et contributions d'employeur	2 272 758 \$
Coûts du temps supplémentaire	<u>263 880 \$</u>
Total des coûts	2 536 639 \$

C) Nombre de signalements effectués du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024***

3 827 signalements ont été traités par la Sûreté

* Excluant les frais de déplacement, les coûts de loyers, d'utilisation des véhicules, d'amortissement, du RITP et les autres coûts indirects.
** Dépenses au 31 Janvier 2024.
*** Ces informations incluent exclusivement les données relatives à l'exploitation sexuelle des enfants sur internet (ESEI)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT L'EXPLOITATION SEXUELLE VEUILLEZ NOUS DIRE: A) L'EFFECTIF DÉDIÉ AUX CAS D'EXPLOITATION SEXUELLE, VENTILÉ PAR DISTRICT; B) LES SOMMES DÉVOLUES À LA LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE, VENTILÉES PAR DISTRICT; C) LE NOMBRE DE SIGNALEMENTS EFFECTUÉS; D) LA VARIATION EN POURCENTAGE DU NOMBRE DE SIGNALEMENTS COMPARATIVEMENT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE; E) LE NOMBRE DE VICTIMES IDENTIFIÉES; F) LE NOMBRE D'ENQUÊTES OUVERTES; G) LE NOMBRE D'ENQUÊTES FERMÉES N'AYANT PAS MENÉ À DES ACCUSATIONS; H) LE NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

D) La variation en pourcentage du nombre de signalements comparativement à l'année précédente;***

Augmentation de 7% du nombre de signalements comparativement à l'année précédente.

E) Nombre de victimes identifiées du 1er avril 2023 au 31 janvier 2024***

12 victimes ont été identifiées

F) Nombre d'enquêtes ouvertes en 2023-2024***

Au cours de l'année financière 2023-2024, 639 dossiers opérationnels ont été ouverts par la Division de la lutte à l'exploitation sexuelle des enfants sur internet (ESEI) de la Sûreté du Québec.

G) Nombre d'enquêtes n'ayant pas mené à des accusations en 2023-2024

Les systèmes informatiques de la Sûreté ne permettent pas de fournir cette donnée.

H) Nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations en 2023-2024***

213 enquêtes ont mené à des accusations.

*** Ces informations incluent exclusivement les données relatives à l'exploitation sexuelle des enfants sur internet (ESEI)

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA PROSTITUTION JUVÉNILE, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) L'EFFECTIF DÉDIÉ À LA PROSTITUTION JUVÉNILE, VENTILÉ PAR DISTRICT ; B) LES SOMMES DÉVOLUES À LA PROSTITUTION JUVÉNILE, VENTILÉES PAR DISTRICT ; LE NOMBRE D'ENQUÊTES OUVERTES EN 2023-2024 ; LE NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATION EN 2023-2024 ; C) LE NOMBRE D'ENQUÊTES OUVERTES EN 2023-2024; D) LE NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS EN 2023-2024.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) La Sûreté du Québec ne possède pas d'équipe dédiée exclusivement au traitement des dossiers de prostitution juvénile. Toutefois c'est plus de 100 ressources du Service de la lutte contre le proxénétisme (SLP) qui travaillent au quotidien à lutter contre le proxénétisme, la traite de personne à des fins d'exploitation sexuelle et de prostitution juvénile. Cette unité spécialisée met également à contribution les ressources des divisions des enquêtes sur les crimes majeurs. Celles-ci sont réparties partout en province. B) Aucune somme n'est spécifiquement dévolue à la prostitution juvénile. Les sommes octroyées servent à lutter contre le phénomène du proxénétisme sous toutes ses formes. C) La Sûreté est en mesure de fournir le nombre d'enquêtes ouvertes pour le proxénétisme sous toutes ses formes, mais n'est pas en mesure d'isoler la prostitution juvénile. La Sûreté n'est pas en mesure de répondre à cette question, puisque la prostitution juvénile ne fait pas partie d'un des indicateurs qui ont été établis par le ministère de la Sécurité publique lors de la création du SLP. Par contre, il est possible d'affirmer qu'entre le 1^{er} avril 2023 et le 31 janvier 2024, 16 arrestations ont été effectuées par les membres des EILP, en lien avec des dossiers d'enquête dans lesquels la victime était mineure lors de la commission des infractions de proxénétisme, traite de personne à des fins d'exploitation sexuelle et/ou prostitution juvénile. D) Tout comme le point précédent, la Sûreté n'est pas en mesure d'isoler les données pour la prostitution juvénile.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) L'EFFECTIF DÉDIÉ, VENTILÉ PAR DISTRICT; B) LES SOMMES DÉVOLUES, VENTILÉES PAR DISTRICT; C) LE NOMBRE D'ENQUÊTES OUVERTES EN 2023-2024. D) LE NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS EN 2023-2024

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : SÛRETÉ DU QUÉBEC

-
- a) Au niveau des enquêtes, la responsabilité en matière de crimes à caractère sexuel revient essentiellement aux 352 enquêteurs répartis dans les postes MRC, et qui desservent également les communautés autochtones. Ces enquêteurs relèvent des quatre Services des enquêtes sur les crimes majeurs (SECM) et sont répartis comme suit :
- District Sud (Montréal, Estrie, Centre-du-Québec) : 116 effectifs;
 - District Nord (Abitibi-Témiscamingue, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Côte-Nord) : 60 effectifs;
 - District Ouest (Lanaudière, Laurentides, Mauricie, Outaouais) : 102 effectifs;
 - District Est (Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Bas-Saint-Laurent, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine) : 74 effectifs;
- b) Les sommes dévolues sont incluses dans les enveloppes budgétaires régulières de la Sûreté.
- c) 74 enquêtes ouvertes.
- d) 7 enquêtes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

POUR L'ÉQUIPE INTÉGRÉE DE LUTTE CONTRE LE PROXÉNÉTISME (EILP) : A) AU 31 MARS 2024, VENTILATION EN FONCTION DE L'ORGANISME D'ORIGINE (SQ, PROCUREUR DE LA COURONNE, ETC.). OBJECTIF À TERME QUANT À L'EFFECTIF; B) BUDGET VENTILÉ DE L'EILP POUR 2023-2024 ET 2024-2025; C) LE NOMBRE DE PERQUISITIONS, D'ARRESTATIONS ET D'ACCUSATIONS MENÉES OU PORTÉES PAR L'EILP ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2023 ET LE 31 MARS 2024; D) BILAN DES ACTIVITÉS DE L'EILP.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

a) Ressources de l'EILP du Service de la lutte contre le proxénétisme (SLP) faisant l'objet d'un financement du gouvernement du Québec dans le cadre du Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs :

*Ressources comblées
au 31 janvier 2024*

Sûreté du Québec (SQ) :	42
Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) :	22
Service de police de la Ville de Québec (SPVQ) :	16
Service de police de Laval (SPL) :	3
Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL) :	2
Service de police de la Ville de Gatineau (SPVG) :	4

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

POUR L'ÉQUIPE INTÉGRÉE DE LUTTE CONTRE LE PROXÉNÉTISME (EILP) : A) AU 31 MARS 2024, VENTILATION EN FONCTION DE L'ORGANISME D'ORIGINE (SQ, PROCUREUR DE LA COURONNE, ETC.). OBJECTIF À TERME QUANT À L'EFFECTIF; B) BUDGET VENTILÉ DE L'EILP POUR 2023-2024 ET 2024-2025; C) LE NOMBRE DE PERQUISITIONS, D'ARRESTATIONS ET D'ACCUSATIONS MENÉES OU PORTÉES PAR L'EILP ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2023 ET LE 31 MARS 2024; D) BILAN DES ACTIVITÉS DE L'EILP.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

b) Les sommes octroyées à l'EILP par le gouvernement du Québec se déclinent ainsi :

	2023-2024
SQ	8 196 800\$
SPVM	8 792 800\$
SPVQ	6 077 900\$
SPVG	1 614 900\$
SPL	1 433 800\$
SPAL	1 118 900\$
Besoins ponctuels	250 000\$
TOTAL	27 485 100\$

c) Nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP pour la période du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024

Perquisitions :	61
Arrestations :	73 par EILP
	53 par la coordination
	126 au total

d) Bilan des activités de l'EILP

Voir la réponse à la question 14 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LISTE DES POSTES DE CADRE QUI ONT ÉTÉ OU QUI SERONT ABOLIS, PAR FONCTION, DIRECTION ET RÉGION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Aucun

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES POSTES OCCUPÉS PAR DES EMPLOYÉS CIVILS QUI ONT ÉTÉ OU QUI SERONT ABOLIS, PAR FONCTION, DIRECTION ET RÉGION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Aucun

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES POSTES OCCUPÉS PAR DES POLICIERS QUI ONT ÉTÉ OU QUI SERONT REMPLACÉS PAR DES CIVILS PAR FONCTION EN 2023-2024 ET PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La Sûreté ne convertit pas de postes policiers en postes civils.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**FOURNIR UNE COPIE DE TOUTE NOTE, DOCUMENT OU ANALYSE EN LIEN AVEC TOUTE MESURE, NOUVELLE OU ANCIENNE, DE REDDITION DE COMPTE APPLIQUÉE
POUR LA GESTION DU FONDS SECRET.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Le document demandé ne peut être communiqué en application des articles 28 (3) et 29 al. 2 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LES FACTURES DES SERVICES DE LA SQ POUR CHACUNE DES MUNICIPALITÉS.
VEUILLEZ ÉGALEMENT NOUS FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR LES 3 PROCHAINES ANNÉES.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir le cahier du ministère de la Sécurité publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TOUTE MESURE OU ACTION ET BUDGET OCTROYÉ POUR METTRE EN PLACE DE LA FORMATION CONTINUE SUR LA QUESTION DE LA DISCRIMINATION, DU RACISME ET DU PROFILAGE POUR LES CORPS POLICIERS, LES SERVICES CORRECTIONNELS ET LES CONSTABLES SPÉCIAUX.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Plusieurs formations ont été reçues par les membres de la Sûreté du Québec en 2023-2024 au sujet du racisme, du profilage et de la discrimination. Des formations ont également été données concernant les populations autochtones et Inuits. Populations autochtones et Inuits: 336 personnes ont fait la formation en ligne « Initiation aux réalités des Premières Nations et des Inuits » entre le 1^{er} avril 2023 et le 31 janvier 2024, ce qui porte le nombre total à 4 658 employés ayant suivi la formation dans l'ensemble de l'organisation. De plus, cette formation est intégrée au programme d'accueil des recrues, accompagnée d'une séance d'information complémentaire offerte par les formateurs du bureau des affaires autochtones. Durant la période du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024, 141 personnes ont reçu une formation de 2 jours intitulée « Sensibilisation aux réalités autochtones ». Cette formation a été dispensée aux patrouilleurs, enquêteurs et gestionnaires des unités desservant des communautés autochtones. Elle a été offerte à Baie-Comeau, Joliette (2 groupes), Roberval, Maniwaki, Montréal (2 groupes) et Pikogan. Une formation en ligne ayant comme sujet les femmes autochtones a été introduite en août 2022. Celle-ci a été créée par une firme externe entièrement autochtone et devra éventuellement être suivie par tous les employés. Pour la période du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024, 674 de nos membres ont suivi cette formation. L'École nationale de police du Québec (ENPQ) avec le MSP et plusieurs autres partenaires, dont la Sûreté du Québec, ont fait le déploiement de capsules de formation, via 50 répondants formés à l'ENPQ, pour contrer le racisme ainsi que le profilage racial et social. Au cours de la même période, 443 membres de la Sûreté du Québec ont été formés sur « La société en changement » et 226 autres sur « les biais inconscients ».

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

VEUILLEZ NOUS DRESSER L'ÉTAT DE LA FLOTTE DE VÉHICULES DES POLICIERS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC EN INDIQUANT : A) LE NOMBRE TOTAL DE VÉHICULES DANS LA FLOTTE DE LA SQ, VENTILÉ PAR RÉGION ; B) LE NOMBRE TOTAL DE VÉHICULES NÉCESSAIRES POUR ASSURER UNE COUVERTURE DES SERVICES, VENTILÉ PAR RÉGION ; C) LE NOMBRE DE VÉHICULES ACTUELLEMENT EN CIRCULATION, VENTILÉ PAR RÉGION ; D) LE KILOMÉTRAGE MAXIMUM AUTORISÉ PAR VÉHICULE DE LA SQ OU LE NOMBRE D'ANNÉES MAXIMUM ; E) LE NOMBRE DE VOITURES EN CIRCULATION DÉPASSANT LE KILOMÉTRAGE AUTORISÉ OU LE NOMBRE D'ANNÉES, VENTILÉ PAR RÉGION ; F) LE NOMBRE DE VOITURES QUI VONT DÉPASSER LE KILOMÉTRAGE AUTORISÉ OU LE NOMBRE D'ANNÉES AU COURS DE L'ANNÉE 2024-2025, VENTILÉ PAR RÉGION ; G) LE NOMBRE DE VOITURES À REMPLACER EN 2024-2025, VENTILÉ PAR RÉGION ; H) LE NOMBRE D'INCIDENTS SURVENUS EN RAISON D'UN BRIS MÉCANIQUE EN 2023-2024, VENTILÉ PAR RÉGION . DE CE NOMBRE, VEUILLEZ NOUS INDIQUER COMBIEN SONT SURVENUS SUR DES VÉHICULES DÉPASSANT LE KILOMÉTRAGE AUTORISÉ OU LE NOMBRE D'ANNÉE. VEUILLEZ NOUS INDIQUER LA NATURE DU BRIS ET S'IL Y A EU DES BLESSURES OU ARRÊT DE TRAVAIL SUITE À L'ACCIDENT ; I) LE NOMBRE DE RAPPELS SUR LES VÉHICULES DE LA SQ ; J) LE NOMBRE DE VÉHICULES FAISANT L'OBJET D'UN RAPPEL ACTUELLEMENT EN CIRCULATION SUR LES ROUTES DU QUÉBEC. K) LES PROJECTIONS D'ACQUISITION DES VÉHICULES POUR LES 5 PROCHAINES ANNÉES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A), B) ET C) Données au 29 février 2024

RÉGION	EN SERVICE
Grand quartier général	2408
Montréal	187
Estrie et Centre du Québec	169
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	193
	163
Bas-Saint-Laurent, Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine	
Mauricie et Lanaudière	204
Outaouais - Laurentides	153
Côte-Nord-Saguenay-Lac-Saint-Jean	224
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	111
TOTAL	3 812

Note : les véhicules inscrits au Grand quartier général (GQG) incluent les véhicules de toutes les unités rattachées au GQG, mais répartis sur tout le territoire de la Sûreté.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

VEUILLEZ NOUS DRESSER L'ÉTAT DE LA FLOTTE DE VÉHICULES DES POLICIERS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC EN INDIQUANT : A) LE NOMBRE TOTAL DE VÉHICULES DANS LA FLOTTE DE LA SQ, VENTILÉ PAR RÉGION ; B) LE NOMBRE TOTAL DE VÉHICULES NÉCESSAIRES POUR ASSURER UNE COUVERTURE DES SERVICES, VENTILÉ PAR RÉGION ; C) LE NOMBRE DE VÉHICULES ACTUELLEMENT EN CIRCULATION, VENTILÉ PAR RÉGION ; D) LE KILOMÉTRAGE MAXIMUM AUTORISÉ PAR VÉHICULE DE LA SQ OU LE NOMBRE D'ANNÉES MAXIMUM ; E) LE NOMBRE DE VOITURES EN CIRCULATION DÉPASSANT LE KILOMÉTRAGE AUTORISÉ OU LE NOMBRE D'ANNÉES, VENTILÉ PAR RÉGION ; F) LE NOMBRE DE VOITURES QUI VONT DÉPASSER LE KILOMÉTRAGE AUTORISÉ OU LE NOMBRE D'ANNÉES AU COURS DE L'ANNÉE 2024-2025, VENTILÉ PAR RÉGION ; G) LE NOMBRE DE VOITURES À REMPLACER EN 2024-2025, VENTILÉ PAR RÉGION ; H) LE NOMBRE D'INCIDENTS SURVENUS EN RAISON D'UN BRIS MÉCANIQUE EN 2023-2024, VENTILÉ PAR RÉGION . DE CE NOMBRE, VEUILLEZ NOUS INDIQUER COMBIEN SONT SURVENUS SUR DES VÉHICULES DÉPASSANT LE KILOMÉTRAGE AUTORISÉ OU LE NOMBRE D'ANNÉE. VEUILLEZ NOUS INDIQUER LA NATURE DU BRIS ET S'IL Y A EU DES BLESSURES OU ARRÊT DE TRAVAIL SUITE À L'ACCIDENT ; I) LE NOMBRE DE RAPPELS SUR LES VÉHICULES DE LA SQ ; J) LE NOMBRE DE VÉHICULES FAISANT L'OBJET D'UN RAPPEL ACTUELLEMENT EN CIRCULATION SUR LES ROUTES DU QUÉBEC. K) LES PROJECTIONS D'ACQUISITION DES VÉHICULES POUR LES 5 PROCHAINES ANNÉES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

D) Selon le contrat de travail, le kilométrage et le nombre d'années maximum d'utilisation est de 200 000 km ou 7 ans. Cependant, en cas de force majeure, ces maximums peuvent être modifiés.

E), F) NOMBRE DE VÉHICULES AYANT PLUS DE 200 000 KM

RÉGION	NOMBRE
Grand quartier général	94
Montréal	38
Estrie et Centre du Québec	44
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	48
Bas-Saint-Laurent, Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine	40
Mauricie et Lanaudière	48
Outaouais-Laurentides	31
Côte-Nord-Saguenay-Lac-Saint-Jean	58
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	15
TOTAL	416

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

VEUILLEZ NOUS DRESSER L'ÉTAT DE LA FLOTTE DE VÉHICULES DES POLICIERS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC EN INDIQUANT : A) LE NOMBRE TOTAL DE VÉHICULES DANS LA FLOTTE DE LA SQ, VENTILÉ PAR RÉGION ; B) LE NOMBRE TOTAL DE VÉHICULES NÉCESSAIRES POUR ASSURER UNE COUVERTURE DES SERVICES, VENTILÉ PAR RÉGION ; C) LE NOMBRE DE VÉHICULES ACTUELLEMENT EN CIRCULATION, VENTILÉ PAR RÉGION ; D) LE KILOMÉTRAGE MAXIMUM AUTORISÉ PAR VÉHICULE DE LA SQ OU LE NOMBRE D'ANNÉES MAXIMUM ; E) LE NOMBRE DE VOITURES EN CIRCULATION DÉPASSANT LE KILOMÉTRAGE AUTORISÉ OU LE NOMBRE D'ANNÉES, VENTILÉ PAR RÉGION ; F) LE NOMBRE DE VOITURES QUI VONT DÉPASSER LE KILOMÉTRAGE AUTORISÉ OU LE NOMBRE D'ANNÉES AU COURS DE L'ANNÉE 2024-2025, VENTILÉ PAR RÉGION ; G) LE NOMBRE DE VOITURES À REMPLACER EN 2024-2025, VENTILÉ PAR RÉGION ; H) LE NOMBRE D'INCIDENTS SURVENUS EN RAISON D'UN BRIS MÉCANIQUE EN 2023-2024, VENTILÉ PAR RÉGION . DE CE NOMBRE, VEUILLEZ NOUS INDIQUER COMBIEN SONT SURVENUS SUR DES VÉHICULES DÉPASSANT LE KILOMÉTRAGE AUTORISÉ OU LE NOMBRE D'ANNÉE. VEUILLEZ NOUS INDIQUER LA NATURE DU BRIS ET S'IL Y A EU DES BLESSURES OU ARRÊT DE TRAVAIL SUITE À L'ACCIDENT ; I) LE NOMBRE DE RAPPELS SUR LES VÉHICULES DE LA SQ ; J) LE NOMBRE DE VÉHICULES FAISANT L'OBJET D'UN RAPPEL ACTUELLEMENT EN CIRCULATION SUR LES ROUTES DU QUÉBEC. K) LES PROJECTIONS D'ACQUISITION DES VÉHICULES POUR LES 5 PROCHAINES ANNÉES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- G) Environ 340 véhicules partout en province.
- H) Aucun.
- I) Nombre de rappels actifs pour les véhicules identifiés : 13
- J) Nombre de véhicules identifiés en service faisant l'objet d'un rappel :146
- K) Cette donnée n'est pas disponible.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE NOMBRE DE VÉHICULES ACHETÉS PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ET DISPONIBLES QUI NE SONT PAS EN SERVICE EN RAISON DE DÉLAIS DE MONTAGE QUI N'EST PAS COMPLÉTÉ SUR LE VÉHICULE (EX : SYSTÈME DE SIRÈNE ET DE GYROPHARE, SYSTÈME DE TÉLÉCOMMUNICATION RENIR, LETTRAGE, ETC.).

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Nombre de véhicules de patrouille reçus et en attente de montage au 31 janvier 2024: 281

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LES VESTES PARE-BALLES NIJ04, VEUILLEZ NOUS BROSSER UN PORTRAIT DES VESTES ACTUELLEMENT EN CIRCULATION EN INDIQUANT : A) LE COÛT D'UNE VESTE PARE-BALLES NIJ04; B) LE NOMBRE DE VESTES NIJ04 EN CIRCULATION; C) LE NOMBRE DE VESTES DE MOINS DE 5 ANS, DE MOINS DE 10 ANS, DE MOINS DE 15 ANS ET DE PLUS DE 20 ANS; D) LE NOMBRE DE VESTES NIJ04 ACHETÉES EN 2023-2024.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- A) 613\$
- B) 3 840 gilets pare-balles pour les patrouilleurs.
- C) Entre 0 et 5 ans : 2 085 gilets pare-balles;
Entre 5 et 10 ans : 1 373 gilets pare-balles;
Entre 10 et 15 ans : 382 gilets pare-balles;
- D) 1 911 gilets pare-balles.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES VESTES PARE-BALLES NIJ06, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LE COÛT D'UNE VESTE PARE-BALLES NIJ06; B) LE NOMBRE DE VESTES NIJ06 EN CIRCULATION; C) LE NOMBRE DE VESTES PARE-BALLES ACHETÉES PAR LA SQ EN 2023-2024; D) LE PLAN D'ACQUISITION DES VESTES NIJ06 POUR LES 5 PROCHAINES ANNÉES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) Coût d'une veste pare-balles NIJ06 :	
Veste légère : 694 \$	
Veste subreptice : 779 \$	
Veste lourde pour le groupe tactique d'intervention : 6 970 \$	
Veste lourde pour les maîtres-chiens : 6 192 \$	
Veste lourde pour les techniciens en explosif : 6 571 \$	
Veste banc d'essai : 1 618 \$	
B) Nombre de vestes NIJ06 en circulation	
Veste légère : 122	
Veste subreptice : 36	
Veste lourde pour le groupe tactique d'intervention : 49	
Veste lourde pour les maîtres-chiens : 17	
Veste lourde pour les techniciens en explosifs : 12	
C) Nombre de vestes NIJ06 achetées en 2023-24	
Veste légère : 91	
Veste subreptice : 36	
Veste lourde pour le groupe tactique d'intervention : 2	
Veste lourde pour les maîtres-chiens : 0	
Veste lourde pour les techniciens en explosifs : 0	
Veste banc d'essai : 24	
D) Le plan d'acquisition des vestes NIJ06 pour les prochaines années n'est pas encore défini; il devra être précisé suivant les résultats du banc d'essai.	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LES SALLES DE TIR DE LA SQ, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LA LISTE DES SALLES DE TIR ACTUELLEMENT EN FONCTION; B) LA LISTE DES SALLES DE TIR FERMÉES, EN INDIQUANT : i) LA DATE DE FERMETURE; ii) LES RAISONS DE LA FERMETURE; iii) LES CORRECTIFS À APPORTER; iv) LES TRAVAUX EN COURS, LE CAS ÉCHÉANT; v) L'ESTIMATION DES COÛTS DE TRAVAUX; vi) L'ESTIMATION DE LA DATE D'OUVERTURE DE LA SALLE DE TIR.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) Aucune salle de tir en fonction au 31 janvier 2024;						
B) Liste des salles de tir fermées :						
Lieu	Date de fermeture	Raison de la fermeture	Correctifs à apporter	Travaux en cours	Estimation des coûts des travaux	Estimation de la date d'ouverture
Baie-Comeau	11 décembre 2023	Fermeture préventive	N/D	Répertoriage des métaux dans la salle de tir en collaboration avec le réseau de la santé.	N/D	N/D
Montréal	11 décembre 2023	Fermeture préventive	N/D	Répertoriage des métaux dans la salle de tir en collaboration avec le réseau de la santé.	N/D	N/D
Québec	11 décembre 2023	Fermeture préventive	N/D	Répertoriage des métaux dans la salle de tir en collaboration avec le réseau de la santé.	N/D	N/D
Rimouski	11 décembre 2023	Fermeture préventive	N/D	Répertoriage des métaux dans la salle de tir en collaboration avec le réseau de la santé.	N/D	N/D
Rouyn-Noranda	11 décembre 2023	Fermeture préventive	N/D	Répertoriage des métaux dans la salle de tir en collaboration avec le réseau de la santé.	N/D	N/D
Saguenay	11 décembre 2023	Fermeture préventive	N/D	Répertoriage des métaux dans la salle de tir en collaboration avec le réseau de la santé.	N/D	N/D
Sherbrooke	3 avril 2023	Fermeture suivant une inspection de la CNESST.	N/D	Répertoriage des métaux dans la salle de tir en collaboration avec le réseau de la santé.	N/D	N/D
Trois-Rivières	11 septembre 2023	Fermeture préventive	N/D	Répertoriage des métaux dans la salle de tir en collaboration avec le réseau de la santé.	N/D	N/D

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LES PRÉPOSÉS AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AFFECTÉS AUX CENTRES DE GESTION DES APPELS (CGA) EN 2023-2024, VEUILLEZ NOUS INDIQUER, PAR CGA : A) LE NOMBRE D'EMBAUCHES, VENTILÉ PAR MOIS ET PAR CGA.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

CGA	Préposés aux télécommunications embauchés par mois dans les Centres de gestion des appels (CGA) en 2023-2024 – Données au 31 janvier 2024											
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Total
CGA de Sherbrooke	3	3			4		3	2	3	1		19
CGA de Boucherville		3	1	2	2	1	1		1			11
CGA de Rimouski				1			1	1		1		4
CGA de Chandler					1			1		1		3
CGA de Québec	2	1	4	2	1	3	3	2				18
CGA de Gatineau		2			1	1	1					5
CGA de Trois-Rivières	2	2	2	5	2		6	3		1		23
CGA de Mascouche	1	3	6	1	1	5		5	4	2		28
CGA de Baie-Comeau						1		1				2
CGA de Rouyn-Noranda	1	1					2		2			6
CGA de Saguenay	2					1	1					4
Total	11	15	13	11	12	12	18	15	10	6		123

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES PRÉPOSÉS AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AFFECTÉS AUX CENTRES DE GESTION DES APPELS (CGA) EN 2023-2024, VEUILLEZ NOUS INDIQUER, PAR CGA : B) LE NOMBRE DE DÉPARTS, VENTILÉS PAR MOIS ET PAR CGA.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

CGA	Départs des préposés aux télécommunications par mois dans les Centres de gestion des appels (CGA) en 2023-2024 – Données au 31 janvier 2024											
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Total
CGA de Sherbrooke	1	5	3	2	1	1		2	3	5		23
CGA de Boucherville	2	2		3	1		2	1		1		12
CGA de Rimouski		1	1					1	1	2		6
CGA de Chandler		1			1	1		1	1			5
CGA de Québec	1	3		3	2		1	1		1		12
CGA de Gatineau	2	3	1	1	1		1			3		12
CGA de Trois-Rivières		4	1	3	1	3	2	2		1		17
CGA de Mascouche	1	5	4	2	5	2	1	4	2	2		28
CGA de Baie-Comeau		1			1		1			2		5
CGA de Rouyn-Noranda	1		1		2							4
CGA de Saguenay			1									1
Total	8	25	12	14	15	7	8	12	7	17		125

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LES PRÉPOSÉS AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AFFECTÉS AUX CENTRES DE GESTION DES APPELS (CGA) EN 2023-2024, VEUILLEZ NOUS INDIQUER, PAR CGA : C) LE NOMBRE DE PRÉPOSÉS EN POSTE AU 31 MARS 2024 ; D) LE NOMBRE DE PRÉPOSÉS RÉGULIERS AU 31 MARS 2024 ; E) LE NOMBRE DE PRÉPOSÉS OCCASIONNELS AU 31 MARS 2024 ; F) LE NOMBRE DE PRÉPOSÉS ACTUELLEMENT AUX ÉTUDES EN TECHNIQUE POLICIÈRE ; G) LA MOYENNE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE DES PRÉPOSÉS EN POSTE AU 31 MARS 2024.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

CGA	Préposés aux télécommunications en place dans les Centres de gestion des appels (CGA) au 31 janvier 2024			
	Réguliers	Occasionnels	Total	Ancienneté moyenne
CGA de Sherbrooke	15	26	41	3,1
CGA de Boucherville	29	22	51	5,9
CGA de Rimouski	12	11	23	7,3
CGA de Chandler	7	9	16	7,0
CGA de Québec	20	30	50	3,6
CGA de Gatineau	6	5	11	4,5
CGA de Trois-Rivières	26	31	57	5,2
CGA de Mascouche	35	28	63	5,4
CGA de Baie-Comeau	8	9	17	5,8
CGA de Rouyn-Noranda	12	16	28	6,9
CGA de Saguenay	10	11	21	4,2
Total	180	198	378	5,2

f) L'employé n'est pas tenu de divulguer son cheminement académique. L'employeur ne collige pas cette information.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LES PRÉPOSÉS AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AFFECTÉS AUX CENTRES DE GESTION DES APPELS (CGA) EN 2023-2024, VEUILLEZ NOUS INDIQUER, PAR CGA : H) LE NOMBRE DE PRÉPOSÉS AYANT QUITTÉ POUR UN AUTRE CORPS DE POLICE AU COURS DE L'ANNÉE ; I) LE NOMBRE DE PRÉPOSÉS AYANT PRIS LEUR RETRAITE AU COURS DE L'ANNÉE ; J) LE NOMBRE DE PRÉPOSÉS AYANT QUITTÉ POUR UN AUTRE EMPLOI AU COURS DE L'ANNÉE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

CGA	Nombre de départs de préposés aux télécommunications dans les Centres de gestion des appels (CGA) en 2023-2024 – Données au 31 janvier 2024							
	Mutation fonction publique	Mutation employé civil Sûreté du Québec	Mutation policier Sûreté du Québec	Démission	Cessation d'emploi	Congédiement	Retraite	Total
CGA de Sherbrooke	1	1	5	14	1	1		23
CGA de Boucherville		2		7		1	2	12
CGA de Rimouski			1	5				6
CGA de Chandler			2	2			1	5
CGA de Québec			5	5		1	1	12
CGA de Gatineau				10		1	1	12
CGA de Trois-Rivières	1	1		13	1		1	17
CGA de Mascouche		1	3	23			1	28
CGA de Baie-Comeau	1		1	2	1			5
CGA de Rouyn-Noranda			3	1				4
CGA de Saguenay				1				1
Total	3	5	20	83	3	4	7	125

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LES PRÉPOSÉS AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AFFECTÉS AUX CENTRES DE GESTION DES APPELS (CGA) EN 2023-2024, VEUILLEZ NOUS INDIQUER, PAR CGA : K) LE NOMBRE D'APPELS ABANDONNÉS, PAR MOIS, PAR CGA ; L) LA LISTE DES CGA QUI ONT DÛ FERMER TEMPORAIREMENT LEUR CENTRE EN RAISON DU MANQUE DE PERSONNEL ; M) LE NOMBRE DE FOIS, PAR CGA, OÙ LES APPELS ONT DÛ ÊTRE BASCULÉS DANS UN AUTRE CGA EN RAISON DU MANQUE DE PERSONNEL ; N) LE NOMBRE DE FOIS OÙ UN CGA A DÛ OPÉRER AVEC UN EFFECTIF RÉDUIT EN RAISON DU MANQUE DE PERSONNEL, PAR CGA.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

CGA	Nombre d'appels abandonnés par mois dans les Centres de gestion des appels (CGA) en 2023-2024 – Données au 31 janvier 2024										
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Total
CGA de Sherbrooke	99	158	186	202	201	179	147	191	286	233	1 882
CGA de Boucherville	233	298	262	264	329	199	235	213	188	182	2 403
CGA de Rimouski	45	57	40	54	58	66	59	49	54	42	524
CGA de Chandler	90	94	116	123	106	109	101	99	83	82	1 003
CGA de Québec	231	269	229	253	290	331	278	246	196	178	2 501
CGA de Gatineau	106	87	90	88	415	91	66	45	51	55	1 094
CGA de Trois-Rivières	209	228	289	313	313	246	216	134	250	134	2 332
CGA de Mascouche	417	876	1 363	1 418	745	1 057	693	446	510	607	8 132
CGA de Baie-Comeau	31	33	42	40	49	34	38	31	29	38	365
CGA de Rouyn-Noranda	82	85	109	78	83	82	81	68	67	92	827
CGA de Saguenay	55	59	67	61	59	49	70	37	34	42	533
Total	1 598	2 244	2 793	2 894	2 648	2 443	1 984	1 559	1 748	1 685	21 596

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES PRÉPOSÉS AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AFFECTÉS AUX CENTRES DE GESTION DES APPELS (CGA) EN 2023-2024, VEUILLEZ NOUS INDIQUER, PAR CGA : K) LE NOMBRE D'APPELS ABANDONNÉS, PAR MOIS, PAR CGA ; L) LA LISTE DES CGA QUI ONT DÛ FERMER TEMPORAIREMENT LEUR CENTRE EN RAISON DU MANQUE DE PERSONNEL ; M) LE NOMBRE DE FOIS, PAR CGA, OÙ LES APPELS ONT DÛ ÊTRE BASCULÉS DANS UN AUTRE CGA EN RAISON DU MANQUE DE PERSONNEL ; N) LE NOMBRE DE FOIS OÙ UN CGA A DÛ OPÉRER AVEC UN EFFECTIF RÉDUIT EN RAISON DU MANQUE DE PERSONNEL, PAR CGA.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

K) Un « appel abandonné » est un appel abandonné <u>par l'appelant</u> sur une ligne 9-1-1 ou 4141 (*4141 ou 310-4141), c'est-à-dire un appel où l'appelant a raccroché avant que le préposé du CGA n'ait répondu. Également, un appel qui est débordé dans un second CGA après x secondes sera considéré comme abandonné dans le premier CGA, et ce, même si le préposé du second CGA a répondu à l'appel débordé. L'appelant est rappelé si un numéro de téléphone est disponible. Dans tous les cas d'appels abandonnés sur une ligne 9-1-1, l'appelant est rappelé. Afin d'apprécier le tableau à sa juste valeur, les mises en garde suivantes sont de mise : - Les statistiques visent les appels abandonnés des lignes d'urgence 9-1-1, *4141, et 310-4141 - La particularité de la réponse aux appels d'un territoire autoroutier s'explique notamment par un grand nombre d'utilisateurs qui circulent, particulièrement pendant les heures de pointe. Ceux-ci peuvent appeler en grand nombre pour signaler un même événement (sortie de route) et finalement raccrocher avant d'avoir une réponse; - Une grande portion des appels abandonnés a une moyenne de temps de sonnerie de moins de 10 secondes. Finalement, étant donné les limites de nos systèmes d'information pour l'extraction de certaines données, celles-ci doivent donc être interprétées avec prudence. L) Du 1^e avril 2023 au 31 janvier 2024, seul le CGA de Gatineau a dû fermer. À chaque fermeture, le CGA de Mascouche a relevé tous les appels logés au CGA de Gatineau à l'aide du mode « Assistance » qui permet aux appels de sonner en même temps dans le CGA fermé (Gatineau) et le CGA de relève (Mascouche). M) La Sûreté ne détient pas de document répondant à cette requête, car ses systèmes d'information ne permettent pas d'extraire ce type de données. N) La Sûreté ne détient pas de document répondant à cette requête, car ses systèmes d'information ne permettent pas d'extraire ce type de données.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES PRÉPOSÉS AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AFFECTÉS AUX CENTRES DE GESTION DES APPELS (CGA) EN 2023-2024, VEUILLEZ NOUS INDIQUER, PAR CGA : O) LES TRAVAUX ENTOURANT LE RECLASSEMENT DES PRÉPOSÉS ET SI LES TRAVAUX SONT TERMINÉS, VEUILLEZ NOUS DIRE LES RECOMMANDATIONS ET/OU LES CHANGEMENTS APPORTÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Le dossier est actif et les échanges se poursuivent avec le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LE NOMBRE DE SIGNALEMENTS REÇUS EN LIEN AVEC DES MENACES ENVERS UN CHEF DE PARTI OU UN ÉLU. VEUILLEZ VENTILER L'INFORMATION EN INDIQUANT :
A) LA PERSONNE VISÉE (PREMIER MINISTRE, CHEF DE PARTI, DÉPUTÉ, MAIRE, CONSEILLER MUNICIPAL, ETC.); B) LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS; C) LE NOMBRE
DE DOSSIERS AYANT ÉTÉ SOUMIS AU DPCP; D) LE NOMBRE DE DOSSIERS FAISANT TOUJOURS L'OBJET D'UNE ENQUÊTE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Les systèmes informatiques de la Sûreté ne permettent pas d'isoler les données demandées. Le tableau ici-bas présente le résultat d'une compilation manuelle de chacun des dossiers de menaces envers un élu signalés à la Sûreté. À noter que les données soulignées en gris doivent être interprétées avec prudence puisqu'il est possible que les corps de police municipaux, à qui la responsabilité de l'enquête a été transférée, n'aient pas encore informé la Sûreté de l'état d'avancement des différents dossiers sous leur responsabilité. Notons également que les corps de police municipaux n'ont pas l'obligation de tenir informée la Sûreté de l'état d'avancement des dossiers transférés, ce qui complexifie la tenue à jour des statistiques relatives au statut des dossiers d'enquête.

Entre le 1 avril 2023 et le 31 janvier 2024 :

Personne visée :	PM	Ministre	Chef de parti	Député	Maire	Conseiller municipal
Nombre de propos menaçants rapportés	50	57	8	28	26	6
Nombre de propos menaçants au sens du Code criminel	11	0	1	5	6	4
Dossiers fermés ¹	4	0	0	2	4	1
Dossiers soumis DPCP	5	0	1	2	2	2
Dossiers sous enquête	2	0	0	1	0	1

¹ Dans les cas qui nous concernent, un dossier est fermé sans être soumis au DPCP lorsque le suspect n'est pas identifié ou que les preuves recueillies sont insuffisantes.
Q-157 (2024-03)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LES ÉQUIPES SPÉCIALISÉES DANS LE DÉMANTÈLEMENT DE LABORATOIRES ET DE SITES D'ENCAPSULAGE DE DROGUES DE SYNTHÈSE, VEUILLEZ NOUS INDINQUER : A) LE NOMBRE D'ENQUÊTEURS AFFECTÉS À TEMPS PLEIN À CES ÉQUIPES; B) LE NOMBRE D'ENQUÊTEURS AFFECTÉS À TEMPS PARTIEL À CES ÉQUIPES; C) LE NOMBRE D'ENQUÊTES ACTUELLEMENT EN COURS; D) LE NOMBRE D'ENQUÊTES TERMINÉES AU COURS DE L'ANNÉE EN VENTILANT L'INFORMATION PAR RÉGION ET EN INDIQUANT LE NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT DÉBOUCHÉ SUR DES ACCUSATIONS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- A) La Sûreté ne dispose pas d'une équipe d'enquête spécialisée dans le démantèlement de laboratoires et de sites de pressage (encapsulage) de drogues de synthèse. Le volet enquête est plutôt une responsabilité partagée par l'ensemble des équipes d'enquêtes en matière de crime organisé. Pour le volet démantèlement, la Sûreté a mis en place un modèle de déploiement dans le cadre duquel trois chefs d'équipe et 40 enquêteurs provenant de diverses unités de la structure d'enquêtes sur le crime organisé sont dûment formés et peuvent être mobilisés lorsqu'une opération de démantèlement est déclenchée. Ces ressources peuvent être sollicitées tant dans le cadre de dossiers de la Sûreté qu'à la suite d'une demande d'assistance provenant d'un corps de police municipal.
- B) Voir la réponse à la sous-question A)
- C) Plusieurs enquêtes ciblant des réseaux de trafic et de distribution de stupéfiants sont présentement en cours dans les différentes unités d'enquêtes sur le crime organisé. De telles enquêtes ont le potentiel de mener à la découverte de laboratoires ou de sites de pressage (encapsulage).
- D) Six (6) démantèlements réalisés pour la période du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024 :
- 1) 2023-04-11 – Les Cèdres, Montérégie – Site de pressage (production comprimés méthamphétamines) – Accusations portées et dossier à la cour;
 - 2) 2023-04-26 et 2023-04-24 – Sainte-Sophie, Laurentides – Site de pressage (production de comprimés de méthamphétamines) – Accusations portées et dossier à la cour;
 - 3) 2023-05-08 – Sainte-Brigitte-de-Laval, Capitale-Nationale – Site de pressage (production de comprimés de méthamphétamines) – Accusations portées et dossier à la cour;
 - 4) 2023-06-07 et 2023-06-08 – Sainte-Sophie, Laurentides – Site de pressage (production de comprimés de méthamphétamines) – Accusations portées et dossier à la cour;
 - 5) 2023-08-16 et 2023-08-17 – Saint-Lin-Laurentides, Lanaudière – Site de pressage (production de comprimés de méthamphétamines) – Accusations portées et dossier à la cour;
 - 6) 2023-08-30 et 2023-08-31 – L'Assomption, Lanaudière – Site de production transformation de méthamphétamines et de cocaïne – Enquête active en analyse de la preuve en vue de dépôt d'accusations.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**TOTAL DES SOMMES VERSÉES À TITRE DE DOMMAGE ET INTÉRÊTS PAR LE MINISTÈRE À LA SUITE DE POURSUITES JUDICIAIRES DANS LESQUELLES IL ÉTAIT
REPRÉSENTÉ PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. LISTER LES 10 CAUSES AYANT ENTRAÎNÉ LES PLUS GRANDES SOMMES.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**INDIQUER LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 PAR LE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION.
PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 1 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

COPIE DES ÉTUDES, SCÉNARIOS ET ANALYSES RÉALISÉS OU OBTENUS DEPUIS LE 23 AVRIL 2014 CONCERNANT LA RÉPARTITION DE L'EFFECTIF ET LES PROGRAMMES DU MINISTÈRE OU DES ORGANISMES RELEVANT DE CELUI-CI.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

ÉTUDES, SCÉNARIOS ET/OU ANALYSES	
Aucun	

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

COPIE DES ÉTUDES, SCÉNARIOS OU ANALYSES RÉALISÉS OU DEPUIS LE 23 AVRIL 2014 CONCERNANT LE TASER.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

ÉTUDES, SCÉNARIOS OU ANALYSES

Le document demandé ne peut être communiqué en application du 1^{er} paragraphe de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2023-2024, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 2 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

POUR TOUS LES PROGRAMMES DU MINISTÈRE, DONNER LE DÉTAIL DES CRÉDITS EXISTANT EN 2023-2024 QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS EN 2024-2025, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La réponse à cette question est incluse dans le Budget de dépenses 2024-2025 – Crédits et dépenses des portefeuilles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

PAR PROGRAMME, INDIQUER LES CRÉDITS DEMANDÉS AU CONSEIL DU TRÉSOR POUR L'ANNÉE 2024-2025.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La réponse à cette question est incluse dans le Budget de dépenses 2024-2025 – Crédits et dépenses des portefeuilles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

POUR L'ANNÉE 2023-2024, POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE, FOURNIR : A) LA LISTE DES EMPLOYÉS ET DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION; B) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION; C) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION. INCLURE LEUR CV; D) LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

S/O

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

POUR L'ANNÉE 2023-2024, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL AU MINISTÈRE ET DONT LE CONTRAT
EST ARRIVÉ À ÉCHÉANCE ET N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Secteurs d'activité	Nombre
Direction générale	3
Administration	1
Enquêtes criminelles	1
Surveillance du territoire	2
Total	7

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

POUR L'ANNÉE 2023-2024, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL AU MINISTÈRE QUI ONT ÉTÉ CONGÉDIÉS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Secteurs d'activité	Nombre
Direction générale	1
Surveillance du territoire	5
Administration	0
Enquêtes criminelles	0
Total	6

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS AU MINISTÈRE EN 2023-2024 ET COMPARAISON AVEC LES QUATRE ANNÉES PRÉCÉDENTES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Effectifs occasionnels en place	% des occasionnels/Total des effectifs civils en place (réguliers et occasionnels)
Effectifs au 31 janvier 2024	348	14,3%

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS AU MINISTÈRE, PAR SECTEUR, DEVENUS PERMANENTS EN 2023-2024

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Secteurs d'activité	2023-2024	
	348 occasionnels civils en place au 31 janvier 2024	
	Nombre occasionnels devenus permanents	%
Direction générale	29	8,3%
Administration	32	9,2%
Enquêtes criminelles	14	4,0%
Surveillance du territoire	56	16,1%
Total	131	37,6%

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

OBJECTIFS BUDGÉTAIRES DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE EN COURS ET VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR
POUR LE MINISTÈRE ET POUR TOUS LES ORGANISMES SOUS SA JURIDICTION POUR L'ANNÉE 2023-2024.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	2023-2024 (\$)
La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.	

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

LISTE DE TOUS LES SONDAGES COMMANDÉS PAR LE MINISTÈRE EN 2023-2024, EN INCLUANT LES COÛTS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 43 des demandes de renseignements généraux de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

LA VENTILATION PAR ANNÉE DES ARRESTATIONS QUI ONT ÉTÉ EFFECTUÉES EN RAPPORT AVEC DES MENACES AUPRÈS DES ÉLUS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC DEPUIS 2010.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 157 des demandes de renseignements généraux de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE. INDIQUER UNE DESCRIPTION SOMMAIRE, LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 55 des demandes de renseignements généraux de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

PORTRAIT DU BESOIN D'EFFECTIFS À LA SQ, VENTILÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR RÉGION. PRÉVISION POUR 2024-2025.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 119 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

L'INVESTISSEMENT EN ÉQUIPEMENT SPÉCIALISÉ, PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT, POUR LA PÉRIODE 2023-2024, ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 110 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

L'EFFECTIF (POLICIERS/CIVILS) AU 31 MARS 2024, RÉPARTI PAR DISTRICT ET PAR QUART DE TRAVAIL, AVEC VENTILATION POUR LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX PATROUILLES AUTOROUTIÈRES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 116 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE (DIRECTEURS, INSPECTEURS, CAPITAINES, ETC.) POUR LES POLICIERS, ET (CADRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, ETC.),
POUR LES CIVILS AU 31 MARS 2024.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 120 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**LES PRINCIPALES ATTRIBUTIONS DU PERSONNEL POLICIER (PATROUILLE, ENQUÊTE, SOUTIEN OPÉRATIONNEL, ADMINISTRATIF OU GESTION) AU
31 MARS 2024.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 121 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

LA RÉPARTITION DÉTAILLÉE DES INTERVENTIONS EN SÉCURITÉ ROUTIÈRE (CONSTATS D'INFRACTION PROVINCIAUX/MUNICIPAUX, VÉRIFICATION TECHNIQUE, CAPACITÉS AFFAIBLIES, CONDUITE DANGEREUSE, ETC.) POUR LA PÉRIODE 2023-2024 ET INDIQUER LE NOMBRE DE CONSTATS D'INFRACTION ÉMIS PAR LES POLICIERS DE LA SQ DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2023 SUR LES ROUTES ENTRETENUES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET SUR LES ROUTES ENTRETENUES PAR UNE MUNICIPALITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 122 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

LES OBJECTIFS D'ÉMISSION DE CONSTATS D'INFRACTION POUR CHAQUE DISTRICT ET CHAQUE RÉGION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La Sûreté du Québec a comme objectif l'amélioration du bilan routier du Québec.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

LE NOMBRE D'HEURES ET LES COÛTS, PAR POSTE, DU TEMPS SUPPLÉMENTAIRE EFFECTUÉ À LA SQ, EN PRÉCISANT LE TYPE D'ACTIVITÉ AUQUEL EST RELIÉ LE TEMPS SUPPLÉMENTAIRE POUR LA PÉRIODE 2023-2024.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 123 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

EFFECTIF POLICIER AFFECTÉ À DES TÂCHES DITES « MUNICIPALES » DANS DES MUNICIPALITÉS COMPTANT PLUS DE 50 000 HABITANTS (DRUMMONDVILLE, SHAWINIGAN, ETC.).

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Aucun. Cependant, tous les policiers ont la responsabilité, en tout temps, de faire appliquer les règlements municipaux relatifs au maintien de la paix, l'ordre et la sécurité publique.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

LA LISTE DES PROCUREURS QUI ONT TRAVAILLÉ SUR DES DOSSIERS DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE POUR LA DÉFENSE DES POLICIERS, LA LISTE DE CES DOSSIERS ET LEUR CONCLUSION, LA RÉMUNÉRATION DE CES PROCUREURS POUR LA PÉRIODE 2023-2024, AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 133 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

PRODUIRE LE PLAN TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS (AGRANDISSEMENT, RÉNOVATION OU CONSTRUCTION) POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC. COPIE DE LA PROGRAMMATION ANNUELLE À LA SUITE DE LA RÉFLEXION QUI S'EST POURSUIVIE AU COURS DE L'EXERCICE 2023-2024.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 134 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

EFFECTIF DÉVOLU AUX ENQUÊTES SUR LA CYBERCRIMINALITÉ EN 2023-2024, ET POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 135 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR AGRESSION SEXUELLE EN 2023-2024.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 139 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

DEPUIS 2010-2011, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE DE FUGUES RAPPORTÉES ET SOLUTIONNÉES, PAR RÉGION, SUR LE TERRITOIRE DE LA SQ ET SUR LES TERRITOIRES DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 140 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

LISTE DES POSTES DE CADRE QUI ONT ÉTÉ OU QUI SERONT ABOLIS, PAR FONCTION, DIRECTION ET RÉGION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 145 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

LISTE DES POSTES OCCUPÉS PAR DES EMPLOYÉS CIVILS QUI ONT ÉTÉ OU QUI SERONT ABOLIS, PAR FONCTION, DIRECTION ET RÉGION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 146 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

EFFECTIF ET SOMMES DÉVOLUES À LA LUTTE À L'EXPLOITATION SEXUELLE EN 2023-2024, ET POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES. PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 141 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

EFFECTIF ET SOMMES DÉVOLUES À LA LUTTE À L'EXPLOITATION SEXUELLE EN 2023-2024, ET POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES. PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 141 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

ÉQUIPE INTÉGRÉE DE LUTTE CONTRE LE PROXÉNÉTISME (EILP) : A) AU 31 MARS 2024, VENTILATION EN FONCTION DE L'ORGANISME D'ORIGINE (SQ, PROCUREUR DE LA COURONNE, ETC.). OBJECTIF À TERME QUANT À L'EFFECTIF; B) BUDGET VENTILÉ DE L'EILP POUR 2023-2024 ET 2024-2025; C) LE NOMBRE DE PERQUISITIONS, D'ARRESTATIONS ET D'ACCUSATIONS MENÉES OU PORTÉES PAR L'EILP ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2023 ET LE 31 MARS 2024; D) BILAN DES ACTIVITÉS DE L'EILP.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 144 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

POUR CHAQUE ANNÉE DEPUIS 2011-2012, INDIQUER, POUR CHAQUE CORPS DE POLICE, LE NOMBRE DE PLAINTES POUR PROFILAGE RACIAL DÉPOSÉES CONTRE DES AGENTS D'UN CORPS POLICIER ET RÉGLÉES HORS DES TRIBUNAUX.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La Sûreté ne dispose pas des informations pour répondre à cette question.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

INDIQUER LES MESURES ET LES SOMMES ENGAGÉES EN 2023-2024 POUR PRÉVENIR ET LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 143 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

PRÉCISER LA PROCÉDURE PRÉVUE PAR LA SQ LORSQU'UN MINISTRE OU UN DÉPUTÉ FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE OU D'UN SIGNALEMENT. FOURNIR UN DOCUMENT EXPLICATIF ET DÉTAILLÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Une enquête concernant un ministre ou un député peut être initiée pour donner suite à la réception d'une plainte, d'une information, d'un signalement ou encore en fonction du renseignement recueilli. Qu'il s'agisse d'un ministre, d'un député ou de tout autre citoyen, l'information est traitée de la même façon et l'enquête est réalisée avec la même rigueur. Ce type de dossier bénéficie également d'un encadrement rigoureux.

La Sûreté n'informe pas les partis politiques du fait qu'un de leur membre fait l'objet d'une enquête.

Toutefois, la Sûreté peut exceptionnellement aviser le gouvernement ou son représentant lorsqu'un ministre ou un député fait l'objet d'une enquête :

- Si la nature du geste visé par l'enquête peut compromettre le travail du ministre ou du député;
- S'il y avait un risque pour la sécurité de l'État.

Dans ces situations, aucun détail lié à l'enquête ne serait divulgué. Cette communication serait effectuée en temps opportun afin de ne pas compromettre l'enquête en cours.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

PRÉCISER LA LONGÉVITÉ DE LA DERNIÈRE VACANCE DU POSTE DE RESPONSABLE DES MESURES D'URGENCE À LA SQ. FOURNIR UNE DATE DE DÉBUT DE LA VACANCE ET UNE DATE DE FIN.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Aucune vacance de poste :

Inspecteur-chef Patrick Marchand : Directeur de la Direction des mesures d'urgence depuis le 2021-03-01.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**FOURNIR UNE COPIE DE TOUTE NOTE, DOCUMENT OU ANALYSE EN LIEN AVEC TOUTE MESURE, NOUVELLE OU ANCIENNE, DE REDDITION DE COMPTE APPLIQUÉE
POUR LA GESTION DU FONDS SECRET.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 148 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

VENTILATION DES BUDGETS POUR LUTTER CONTRE LE TERRORISME, DEPUIS 2005, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 74 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

FOURNIR LA LISTE DES POLICIERS QUI SE SONT ENLEVÉ LA VIE AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ; INDIQUER LA DATE DE LEUR DÉCÈS ET LE CORPS DE POLICE AUQUEL ILS ÉTAIENT RATTACHÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir le cahier du ministère de la Sécurité publique.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

CONCERNANT L'IMPLANTATION DU SYSTÈME DE COMMUNICATION D'URGENCE RENIR, INDIQUER LES SOMMES, AU 31 MARS 2024, QUI ONT ÉTÉ NÉCESSAIRES AU MAINTIEN DU SYSTÈME DE COMMUNICATION PRÉCÉDENT, LA NATURE ET LE NOMBRE DE SITUATIONS PROBLÉMATIQUES DANS LESQUELLES LE SYSTÈME RENIR A ÉTÉ IMPLIQUÉ, ET LE MONTANT PRÉVU EN 2024-2025 POUR EN COMPLÉTER LE DÉPLOIEMENT ET CORRIGER LES RATÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Le contrat actuel avec le consortium qui s'occupe du Réseau intégré de télécommunications policières (RITP) se termine le 31 décembre 2024. Au 31 janvier 2024, les dépenses relatives au Réseau intégré de télécommunications policières (RITP) se chiffraient à 10 057 541\$.

Pour les questions entourant la nature et le nombre de situations problématiques dans lequel le système RENIR a été impliqué, et le montant prévu en 2024-2025 pour en compléter le déploiement et corriger les ratés, la Sûreté ne peut pas répondre à ces dernières. Le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN), propriétaire et spécialiste du RENIR, peut répondre à ces interrogations.

